LUTTE OUVRIÈRE

Pour que Mai 68 féconde et regénère le mouvement ouvrier

Hebdomadaire - 1 F | Paraît le mercredi ● 3 juillet 1968 | N° 2

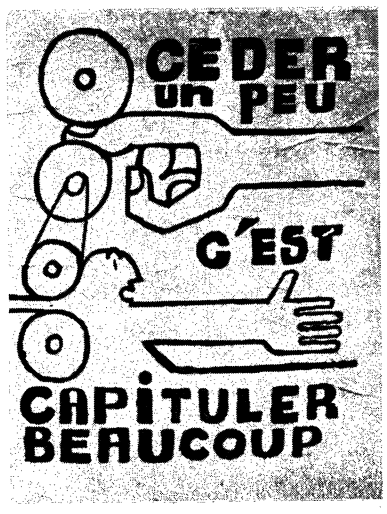
LA VERITE SUR LA REPRISE DANS LES ENTREPRISES
(suite)
(voir pages 5, 6 et 7)

LA GAUCHE EST BATTUE
MAIS PAS LA CLASSE OUVRIÈRE
SEULE LA LUTTE PAIE

AINSI de Gaulle a retrouvé une majorité encore plus absolue que celle qu'il avait. Depuis dix ans le Parlement français était « inconditionnel », il le sera donc encore, en principe, pendant cinq ans.

Le Parti communiste français, la Fédération de la gauche, viennent de subir une défaite électorale et cela les touche d'autant plus qu'ils ne connaissent pas d'autre terrain de lutte que le Parlement.

Ils viennent de récolter les fruits de leur soumission.



La France a vécu au mois de mai la plus grande grève générale de son histoire ; le Gouvernement n'a pas pu y faire face : il était impuissant. Les travailleurs étaient prêts à continuer la grève jusqu'à l'obtention de changements sociaux radicaux. Mais le Parti communiste a usé de toute son influence, souvent contre l'opposition ouverte des travailleurs et en utilisant alors des moyens détournés, pour faire reprendre le travail et permettre à De Gaulle de passer, à bon compte, pour « l'homme fort » qu'il n'était plus.

De Gaulle s'est servi du Parti communiste pour rétablir l'ordre, mais ne lui a pas manifesté pour autant de la reconnaissance (à l'exception peut-être du service qu'il lui a rendu en interdisant les petits groupes d'extrême gauche mais cela, De Gaulle l'a fait d'abord pour lui-même).

C'est au nom d'une croisade anti-communiste que De Gaulle a fait campagne. Comment s'étonner que cette campagne ait eut l'oreille de tout ce qui dans le pays est conservateur ou hésitant, puisque TOUT LE MONDE, Parti communiste compris, présentait la lutte des étudiants, la continuation de la grève, les ripostes ou même la simple défense devant les actions anti-grève de la police, comme des actes « aventuristes », des « provocations » inspirés par on ne sait quels professionnels du désordre, voire par des « agents étrangers ».

Personne ne pouvait s'y retrouver et, tant qu'à condamner « l'aventure », pourquoi ne pas voter gaulliste plutôt que P.C.F. ou Fédération. Au moins, les gaullistes avaient une position claire : ils n'avaient jamais suivi ceux qu'ils condamnaient, tandis que P.C.F. et F.G.D.S. « soutenaient » la grève

(suite page 3)

L'augmentation des prix :

UNE DECISION POLITIQUE DES PATRONS

(voir page 2)

Charlety ne consacra pas la naissance d'un parti révolutionnaire, mais la possibilité demeure

LES événements que l'hebdomadaire "PARIS-MATCH" appelle « la révolution de Mai », si même ils n'ont pas de suite directe car les élections qui viennent de se dérouler n'y mettent pas un point final, vont en tout cas susciter longtemps commentaires, reportages, témoignages, interprétations, espoirs ou regrets.

Un des moments de ces événements, le meeting du stade Charletty, qui succéda à une manifestation de l'U.N.E.F., fut interprété par beaucoup, entre autres par la presse, comme l'acte de naissance d'un nouveau parti se situant sur la gauche du P.C. et rassemblant tous les militants révolutionnaires.

Il n'en fut rien et ce fut peut-être l'une des occasions manquées, ou peut-être même la seule, de ce printemps 1968.

Bien sûr, les personnalités qui se penchaient sur les fonts baptismaux du pas encore nouveau-né assombrissaient quelque peu les perspectives « révolutionnaires » qu'aurait pu ouvrir ou tel parti. Mendès France y fit une apparition qui, pour tardive qu'elle fût, était plus qu'un symbole : un mauvais présage !

Mais ce qui comptait, ce n'étaient pas les personnalités de la tribune ou, plus exactement, les personnalités qui pouvaient être derrière la tribune, ceux qui comptaient, ceux qui auraient dû compter, c'étaient les quelques dizaines de milliers de jeunes, étudiants et ouvriers, qui étaient là rassemblés et qui avaient pris une conscience aiguë du rôle réel des organisations politiques et syndicales réformistes, qu'elles portent un nom ou un autre. Ceux qui auraient dû compter, c'étaient les quelques dizaines de milliers d'autres qui, tant à Paris qu'en province, espérèrent en Charlety.

Bien sûr, ce ne fut qu'une occasion manquée et ce qui ne s'est pas fait là se fera dans l'avenir, peut-être même dans de meilleures conditions et avec plus de garanties politiques contre des parrainages à l'engagement douteux. Ces dizaines de milliers de jeunes ne sont ni défaits ni démoralisés, et la possibilité d'un regroupement de ces forces vives reste entière.

Si mai 1968 provoque la formation en France d'un tel parti, on pourra dire que, tout compte fait, malgré toutes les trahisons, la « Révolution de Mai » aura été jusqu'au bout de ses possibilités. Ce fut une révolte contre les idoles et les bouddhas, contre le conformisme et la résignation et, si elle annonce la fin de l'emprise des bureaucraties syndicales et politiques sur le mouvement ouvrier, elle aura vraiment été une révolution, une révolution attendue depuis plus de quarante ans.

Evidemment, la formation d'un tel parti pose de multiples problèmes et, en particulier, celui de la coexistence de tendances différentes, sinon rivales, les deux tendances pro-chinoises, les multiples tendances trotskystes, la tendance anarchiste qui n'est unique que dans sa diversité, et les différents courants qui, à l'intérieur du P.S.U., du P.C., de la C.F.D.T. et même de la C.G.T., rejoindraient à coup sûr un tel parti.

Dans le feu de l'action, ces différents courants se sont retrouvés unis par la force des choses, c'est-à-dire par la force de milliers de jeunes en mouvement. Ces courants n'eurent rien à décider en commun et l'on peut raisonnablement supposer que c'est ce qui fit leur accord.

C'est dire que si un tel regroupement se faisait spontanément, ou à l'occasion d'un épisode comme Charlety, ces différentes tendances y participeraient par la force des choses.

Mais en est-on réduit à attendre cela ? Cela ne peut-il se faire autrement, consciemment, par accord entre des tendances qui comprendraient que si leur volonté de lutte les unit, comme elle les a unis, en mai, à des dizaines de milliers de jeunes, dans une égale opposition aux politiciens bourgeois et aux bureaucraties ouvrières, elles peuvent, sans rien abandonner de leurs idées, se retrouver au sein d'un même parti à la seule condition de comprendre que le parti modèle n'est pas le parti monolithique, au contraire.

Mai 68 a montré qu'un mouvement pouvait être puissant et, cependant, regrouper en son sein l'infinie variété des idéologies révolutionnaires, être efficace et admettre cependant que ces différences idéologiques s'expriment publiquement.

L'interdiction par le gouvernement des onze organisations révolutionnaires peut être, souhaitons-le, le facteur déclenchant un tel regroupement. Ce serait assurément le plus sûr moyen de faire regretter, et payer, au gouvernement cette interdiction.

A notre avis, c'est l'avenir du mouvement révolutionnaire qui se joue sur ce terrain.

"Lutte ouvrière" souhaite consacrer à cette tâche l'essentiel de son combat. Dans ce but, elle ouvrira une rubrique aux représentants de tous les courants, comme aux militants isolés, qui souhaiteraient s'exprimer sur cette question.

LUTTE OUVRIERE

« LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire « LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de le soutenir financièrement et surtout, de l'informer.

De Gaulle lors de son interview avec Michel Droit. Participe-t-il ? ou conteste-t-il ?

LA PARTICIPATION

LE général de Gaulle nous a présenté sa solution-miracle : la fameuse association Capital-Travail, déjà préconisée par Pétain et baptisée cette fois « Participation ».

Une fois de plus, de Gaulle s'est enlisé dans sa formule et a fini par regretter amèrement que personne n'en veuille.

La « belle et généreuse » idée du général n'a d'ailleurs jamais pu être présentée d'une façon concrète. Des dizaines de spécialistes ont en vain essayé de la structurer quand le chef de l'Etat a décidé par une ordonnance de lui donner une autorité légale. S'agit-il seulement de l'incapacité des spécialistes ou de la mauvaise volonté des prétendus bénéficiaires ? En Allemagne les tentatives de cogestion n'ont rien changé de fondamental à la situation des travailleurs.

Alors, que peut nous offrir le Président de la République ?

Il nous a donné lui-même la réponse précédemment, en citant les Comités d'Entreprise que « son » gouvernement avait créé en 1945-46. Ces Comités d'Entreprise n'étaient d'ailleurs que l'adaptation à la nouvelle situation politique, née de la « Libération », des Comités sociaux de Vichy. Qu'y ont gagné les travailleurs ? Peut-on parler à leur propos de changement de la condition de l'homme ?

Si les projets de de Gaulle sur la participation voient le jour, ils pourront, dans le meilleur des cas, apporter quelques sinécures supplémentaires aux dirigeants des grandes formations syndicales ; ce qui leur permettra d'acquérir plus d'indépendance vis-à-vis des travailleurs qu'elles sont censées représenter, et un peu plus de dépendance vis-à-vis de l'Etat dispensateur de ces « avantages ». Les dirigeants syndicaux ne sont pas hostiles à ces réformes et c'est à cela qu'ils aspirent en premier lieu quand ils réclament l'extension des droits syndicaux. Mais ils ont aussi à compter avec les travailleurs qui même confusément se rendent compte de la duperie et de la trahison.

En fait, contrairement à ce que voudrait nous faire croire le Président de la République, la civilisation moderne n'est pas dominée par la machine qui asservit l'homme. Elle est dominée par le Capital qui, pour satisfaire les besoins de sa concurrence, utilise la machine, la technique et la science à l'asservissement de l'immense majorité pour les profits d'une infime minorité d'exploitateurs.

Les tentatives d'entraîner la majorité des exploités à participer à leur auto-exploitation peut retarder leur émancipation. Mais la crise que vient de subir la bourgeoisie française montre que ses assises sont extrêmement faibles. Les travailleurs condamnent la société capitaliste et refuseront la participation à sa faillite.

Un autre garçon de 18 ans assassiné

A quand la dissolution de l'U.D.R. ?

UN garçon de 18 ans est mort dans la nuit de samedi à dimanche, froidement abattu à coups de revolver. Son crime : il venait de coller des affiches électorales de la F.G.D.S. Ses tueurs ont reconnu être membres du parti gaulliste, de l'U.D.R.

Ce meurtre est à rapprocher d'autres coups de feu, tirés lors de la campagne électorale sur des cheminots à Clichy et sur les habitants d'un H.L.M. à La Rochelle. Là aussi, ceux qui maniaient le pistolet avec tant de dextérité étaient des hommes de main de l'U.D.R.

Il a bonne mine, après cela, ce gouvernement qui se prétend le seul garant de la paix civile, et qui crie à la subversion.

Il y a trois semaines, il dissolvait onze organisations révolutionnaires en vertu d'une loi visant « les groupes armés et les milices privées ». Mais jamais il n'a pu apporter la moindre preuve de l'existence de tels groupes ou de telles milices, même après l'enquête qui suivit l'arrestation d'un certain nombre de responsables de ces organisations.

Tout ce qu'il a pu trouver pour essayer de donner un peu de corps à ses assertions suivant lesquelles il aurait existé des groupes se préparant à une insurrection armée, c'est de monter en épingle les deux ou trois dizaines de couvercles de poubelles en plastique et les quelques bâtons trouvés à l'Odéon.

Il avait de la même manière fait beaucoup de bruit autour des « Katangais», qui n'ont, eux, jamais tiré le moindre coup de feu durant ces événements.

Et qu'on ne vienne pas nous dire que les coups de revolver de Clichy ou d'Arras ne sont que des incidents isolés, sans rapport avec la politique gouvernementale.

Le pouvoir, en même temps qu'il s'acharnait à priver les révolutionnaires de leurs moyens d'expression, remettait en liberté les assassins de l'O.A.S. Il se gardait bien d'interdire le groupe fasciste « Occident » qui ne se donne pourtant même pas la peine de camoufler ses groupes armés. Sa police a pour le moins fait preuve d'une curieuse lenteur et d'une non moins curieuse inefficacité lors de l'attaque du campus universitaire d'Orléans par des commandos fascistes armés de mitraillettes. (Le préfet du Loiret a même osé laissé entendre que cette agression aurait pu être le fait de « parents d'élèves énervés ».)

Après Flins et Sochaux, la majorité montre depuis samedi qu'un peu de sang sur les mains ne la gêne pas.

De Gaulle peut être content : son appel à l'organisation de l'« Action civique » porte ses fruits.

Le Général a dit...

LA veille du 2e Tour de scrutin des élections législatives, le Président de la République est intervenu à la radio et à la télé.

Son discours porte sur 2 aspects : La République a été menacée mais grâce à la Constitution (qu'il a fait voter), au gouvernement (qu'il a nommé) et au chef de l'Etat (qu'il est lui-même) tout a pu être sauvé.

Autrement dit « Vive moi ». Mais maintenant il y a la note à payer et dans les rues de Paris des tracts U.D.R. insistaient sur ce douloureux problème. Vouloir assurer son élection en effrayant les électeurs sur les conséquences catastrophiques de la crise prouve la faiblesse du régime. Oui, le pouvoir gaulliste et le régime capitaliste ont été bien près de s'écrouler. Mais cela aurait été une catastrophe pour de Gaulle, pour les capitalistes et tous ceux qui de près ou de loin vivent de l'exploitation du travail, pas pour ceux qui subissent cette exploitation.

Mais grâce à Dieu et à son fils de Gaulle, le capitalisme s'est ressaisi. Qu'on ne vienne pas aujourd'hui grossir l'ampleur de leur catastrophes. Les quelques semaines de liberté que se sont octroyées les travailleurs, une pour certains, quatre pour les plus résistants, si elles leur ont permis de respirer, de prendre confiance en leur force et si elles ont tellement effrayé les capitalistes et leurs supporters, n'ont guère fait de mal à l'économie. Il faudrait croire que notre économie est bien faible pour ne pas supporter une pause de 2 à 3 semaines tous les 10 ans. Quand il y a 25 ans on lui a imposé 5 ans de pause accompagné de destructions sans nom, quand ensuite on a gaspillé une énergie considérable et de nombreuses vies humaines pendant 7 ans en Indochine puis pendant 7 ans en Algérie, tous ces bons bourgeois essayaient de nous rassurer en prétendant que notre économie était solide et pouvait supporter tous ces sacrifices. Alors aujourd'hui, 2 bonnes semaines de grève qu'est-ce que cela représente, sinon un épouvantail à usage gaulliste pour influencer l'électeur.

Mais le deuxième aspect du discours du Président de la République porte sur la Participation.

Il y revient. Il y tient. Pour le Général, quel est le sens de Participation. Il nous le laisse entrevoir et d'autres se sont chargés de nous préciser sa pensée. Il s'agit d'informer et d'associer les travailleurs à la marche des entreprises. Ainsi, les intéressés se rendront compte des difficultés et comme le disait récemment son poulain « de gauche » Capitant : « Pourquoi les syndicats ne formeraient-ils pas des gestionnaires plutôt que des « revendicateurs ».

Eh bien non ! Nous n'en sommes pas là. Nous en sommes à la Contestation. Il ne s'agit pas pour les travailleurs de Participer à l'organisation sociale capitaliste qui non seulement les exploite, en fait des victimes, mais conduit à sa perte la société tout entière dans l'abîme des crises et des guerres.

Il s'agit pour nous de contester la société capitaliste pour la renverser et la remplacer par une autre, socialiste.

Non, général de Gaulle, vous êtes bien gentil de nous offrir une participation à vos malheurs. Mais nous la refusons car notre préoccupation est ailleurs : Nous voulons construire une société socialiste, nous n'avons aucune envie de participer au replâtrage de la vieille société capitaliste.

L'augmentation des prix : UNE DÉCISION POLITIQUE DES PATRONS

A PEINE les reprises de travail effectuées et avant même que les augmentation des salaires aient été versées les patrons annoncent les uns après les autres et à qui mieux mieux des hausses de prix sur leurs produits.

Laissons de côté les distingués économistes qui ne manquent pas d'en accuser on ne sait quel implacable mécanisme économique. Les prix n'augmentent pas tous seuls. Décider d'une hausse est un acte on ne peut plus conscient et volontaire. Le seul juge, le seul maître est le patron.

Certes il est dans les habitudes du capitalisme de récupérer sous forme de hausse de prix ce qu'ils étaient contraints de lâcher sous forme d'augmentations de salaires. L'opération s'entoure d'habitude d'une certaine discrétion. Là cependant on assiste à une véritable campagne de publicité autour de ces hausses et de leur caractère soi-disant inévitables.

Le gouvernement tout en déclamant sa volonté de limiter les hausses en admet le principe et d'ailleurs il y met du sien : il est de plus en plus question d'augmenter certains tarifs publics tel que le tarif voyageurs S.N.C.F., le métro ou encore les P.T.T.

Les motifs purement économiques ne suffisent pas à expliquer ce train de hausses, ni surtout la publicité que l'on fait autour. On annonce certes le cas d'entreprises marginales, incapables dit-on de supporter l'augmentation de la charge salariale tout en continuant de s'assurer d'un profit considéré comme acceptable par les capitalistes. Outre le fait que ces entreprises n'assuraient jusqu'ici à leurs possesseurs ce profit « normal » qu'au prix de salaires de famine, si ces entreprises non rentables, gaspilleuses d'énergies humaines, que l'évolution économique a condamné à disparaitre, si même ces entreprises ne pouvaient assurer un profit confortable, c'est que les autres, les plus puissantes, réalisaient de véritables super-bénéfices. Les capitalistes français ont d'ailleurs la triste — et méritée — réputation de payer les salaires les plus bas et de pratiquer les prix les plus hauts de tous leurs compères européens.

Payer les salaires les plus bas et vendre aux prix les plus hauts n'a rien que de normal pour un capitaliste cherchant le maximum de profits. Si la résistance des travailleurs l'empêche de descendre au-dessous d'un certain minimum pour le premier, la concurrence de ses semblables l'empêche de descendre au-dessous d'un certain minimum pour le second. Il y a cependant une assez large marge. Il n'est pas nécessairement de l'intérêt du capitaliste d'augmenter ses prix au risque de vendre moins du fait de la concurrence. Ce qu'il empoche comme profit supplémentaire sur chaque article produit, il peut le perdre en en vendant moins. Le capitaliste augmente donc ses prix par choix, par choix conscient.

Son choix actuel est manifestement politique. Ils s'agit de montrer aux ouvriers qu'il ne sert à rien de faire des grèves et de revendiquer inconsidérément des augmentations de salaires. Car quand bien même ces revendications aboutissent, « l'implacable machine » économique se charge de rétablir l'équilibre, les hausses de prix compensant, et au-delà, les bénéfices d'un salaire accru. Il s'agit de prouver par la même occasion que les salaires outrageusement bas ne sont pas dûs à la soif de profit du patron et si le patron ne les augmente pas ce n'est pas faute de bonne volonté mais parce qu'il ne peut faire autrement.

Le gouvernement appuie à sa façon cette politique malgré ses rodomontades périodiques contre les hausses excessives. Il est vrai qu'en tout état de cause il a peu d'emprise sur le phénomène, non point parce que les hausses obéiraient à des causes mécaniques mais parce que le régime capitaliste étant ce qu'il est, sous réserve d'une très vague réglementation des prix, chaque capitaliste est maître dans son entreprise et il lui appartient de décider du prix qu'il juge conforme à ses intérêts.

Aussi il est illusoire de s'attendre à ce qu'une intervention gouvernementale puisse limiter les hausses des prix. Un véritable et efficace contrôle des prix suppose la limitation des sacro-saintes prérogatives du patron sur son entreprise. Seuls les travailleurs de l'entreprise ont à la fois la possibilité matérielle et l'intérêt réel de contester ces prérogatives en opposant à la volonté patronale la volonté de ses exploités. Et cette contestation, celle du droit du patron à augmenter ses prix est un des premier pas vers le contrôle ouvrier sur l'entreprise.

Comité pour la liberté et contre la répression

UN comité pour la liberté et contre la répression vient d'être constitué par un groupe d'intellectuels comprenant MM. Laurent Schwartz, Claude Chevalley, Roger Godemont, Alfred Kastler, prix Nobel, Michel Leiris, Jacques Monod, prix Nobel, Edouard Pignon, Alain Resnais, Jean-Paul Sartre, Pierre Vidal-Naquet et Mmes Simone de Beauvoir et Marguerite Duras, qui ont signé la déclaration suivante :

« *Une répression qui revêt les formes les plus diverses cherche à briser en ce moment le vaste mouvement qui a soulevé le monde étudiant et le monde ouvrier. Onze organisations ou associations d'extrême gauche sont dissoutes par décret en application d'une loi de 1936. Des militants ou de simples citoyens sont arrêtés, livrés à la police politique et risquent des poursuites devant la Cour de sûreté de l'Etat. De très nombreux ressortissants étrangers sont expulsés de France sans qu'aucune voie de recours, aucun moyen de défense leur soit reconnu. Des sanctions pour faits de grève frappent déjà des travailleurs. Des violences physiques sont exercées contre des militants diffusant leurs tracts ou leurs publications. Une telle répression doit rencontrer dès maintenant l'opposition résolue du plus grand nombre, faute de quoi elle ne pourrait que se développer. C'est pourquoi les signataires ont pris l'initiative de constituer un comité pour la liberté et contre la répression, dont les objectifs seront les suivants : abrogation du décret de dissolution ; cessation de toute poursuite consécutive aux manifestations ouvrières et étudiantes de mai et juin 1968 ; retrait des arrêtés d'expulsion pris contre des ressortissants étrangers ; lutte contre toute sanction pour faits de grève ; solidarité active avec toutes les victimes de la répression.* »

Les adhésions sont reçues chez M. Laurent Schwartz, 37, rue Pierre-Nicole, Paris-5e.

Signalons que le Comité organise, le 8 juillet prochain, à 20 h 30, au Palais de la Mutualité (métro : Maubert-Mutualité) à Paris, un meeting de protestation contre la répression.

Nous invitons tous les lecteurs, les diffuseurs et les amis de « Lutte Ouvrière » à s'y rendre nombreux.

Défaite électorale de la gauche :

LA FAUTE AUX «GAUCHISTES» OU A MITTERRAND ET ROCHET ?

LA défaite électorale de la gauche, du moins au premier tour, demandait une explication. « L'Humanité » et Waldeck Rochet l'ont tout de suite trouvée : c'est la faute aux gauchistes, voyons.

Ces pelés, ces galeux qui ont monté des barrricades, mis le feu aux voitures, agressé de braves CRS, ont par leurs violences effrayé les électeurs. Car ceux-ci ne voulaient pas de la révolution. La preuve a bien été faite dimanche 23 juin. Avec quelle délectation M. Georges Marchais ne le répétait-il pas sur les ondes de Radio-Luxembourg la nuit même du résultat du premier tour ? Une telle constatation, on le sentait, était tout de même, malgré la défaite de son parti, une consolation pour Marchais.

Les « barricades » ont effrayé les électeurs.

Pas tous en tous cas, puisque le P.S.U., le seul parti qui publiquement s'est placé au côté des étudiants, le seul qui ait protesté contre les mesures de répression prises à l'encontre des organisations révolutionnaires par le gouvernement gaulliste, a vu, lui son nombre de voix augmenter, presque doubler.

Le P.C.F. comme la Fédération avaient, eux, pris au contraire bien soin de condamner les initiatives des étudiants et des jeunes travailleurs révolutionnaires et l'activité des organisations sur la gauche du P.C.F. Ils l'ont dit, ils l'ont écrit, ils l'ont placardé sur les murs. Les électeurs, ceux du moins qui votent habituellement à gauche — et que l'on peut en conséquence soupçonner de s'intéresser en période électorale à ce que disent les formations auxquelles ils accordent leur suffrage — ne pouvaient certes pas l'ignorer. Contrairement à ce que l'on a dit, ce n'est d'ailleurs pas à eux que s'adressaient les discours de Pompidou feignant d'imaginer que le P.C.F. avait été tenté de prendre le pouvoir par la voie insurrectionnelle., mais d'abord aux électeurs de droite et du centre qu'il s'agissait de rassembler sur les candidats gaullistes.

L'analyse des résultats du scrutin le confirme. Le pourcentage des abstentions a été plus important que l'an passé. Or ce n'est certainement pas le fait de l'électorat traditionnellement de droite qui, pris de panique devant le retour des « partageux », s'est précipité aux urnes. Les abstentions sont le fait d'électeurs de gauche écœurés.

Réfugiées dans l'abstention ou se portant sur le P.S.U., une partie des voix perdues par P.C.F. et F.G.D.S. ne l'a donc pas été parce que ces électeurs avaient peur du développement possible du mouvement de mai mais parce qu'ils estimaient que les deux grands partis de la gauche l'avait trahi.

Bien sûr, pour que la gauche accède au pouvoir par la voie électorale, elle devrait non seulement ne perdre aucune voix mais en gagner d'autres C'est cette constatation qui amène ses dirigeants à faire une politique de plus en plus à droite, dans l'espoir d'attirer une partie de l'électorat du centre ou des gaullistes.

C'est elle qui les amène à affirmer que les « gauchistes » et le mouvement de mai ont gâché des possibilités.

Mais lesquelles ? La première des possibilités, celle de retourner devant le corps électoral, ce sont eux au contraire qui l'ont permise. Sans la dissolution de la Chambre, conséquence directe des luttes qu'ils ont désavouées, Mitterrand et Waldeck-Rochet auraient dû attendre encore trois ans pour de nouvelles élections.

Des élections sans barricades ? Sans barricades il n'y aurait pas eu d'élections du tout. Depuis 10 ans la gauche a régulièrement perdu toute les consultations électorales. De Gaulle a été élu et réélu Président de la République. En 1958, en 1962, en 1967 une majorité de droite a été envoyée au Parlement.

Il n'y eut pourtant durant toute cette période ni barricade ni « gauchistes »...

Car s'il y eut tentative d'insurrection ce ne fut pas le fait de l'extrême gauche, mais de l'extrême droite. Et cette action a effectivement profité à la droite en la personne de De Gaulle.

Mais la droite, elle, avait des leaders prêts à profiter sinon même à impulser l'émeute. Des leaders prêts à fomenter le complot du 13 mai dans lequel des gaullistes notoires, dont certains sont encore au gouvernement, trempèrent. Des leaders prêts à prendre le pouvoir sous la pression de la rue. Des leaders prêts à affirmer aux insurgés, même si c'était pour mieux les tromper : « je vous ai compris ».

La gauche elle n'a que de bien tristes chefs uniquement soucieux d'ordre et de calme, de donner des gages de leur bonne conduite, de réprouver ceux qui se battent sous ce qui devrait être son drapeau.

Voilà ce qui explique la déroute de la gauche lors de ces élections.

Dans la dernière crise les électeurs avaient avant tout besoin de perspectives. Ce qu'ils attendaient des partis et des hommes politiques c'est la fermeté, la décision et la capacité de donner une solution réelle aux problèmes. S'il y avait eu des hommes politiques ou un parti révolutionnaires cette solution aurait pu être révolutionnaire.

La gauche non seulement n'était pas révolutionnaire mais elle n'est apparue ni ferme ni décidée ni capable. C'est donc la droite, de Gaulle, qui une fois de plus, a recueilli la majorité des suffrages.

Le paradoxe c'est que maintenant Mitterrand ou Waldeck-Rochet entendent rendre les révolutionnaires responsables de leurs propres tares.

« LE PAYS A VOTÉ »

mais les jeunes et les travailleurs auront encore la parole

Ainsi donc, selon la formule consacrée, le « pays a voté ».

Il y a à peine 3 semaines, des millions de grévistes bloquaient l'activité économique du pays, contestant la politique du régime, et même son existence ; des milliers de jeunes, travailleurs et étudiants, affrontaient dans la rue, les C.R.S. du pouvoir.

Et pourtant, aujourd'hui, des urnes, sort une majorité favorable à ce même pouvoir.

Cette fois encore, le « pays électoral », celui qui confond les oisifs, parasites et exploiteurs de tous poils, avec les travailleurs au fond des urnes, vient d'avoir raison du « pays réel », constitués de ceux qui, par leur travail, produisent toutes les richesses dont cette société vit.

Faut-il s'en montrer surpris ?

Les travailleurs, s'il jouent le rôle essentiel dans l'activité du pays, n'en constituent pas pour autant la majorité légale, d'autant que nombre d'entre eux ne bénéficient pas du droit de vote, soit parce qu'ils sont « étrangers », soit encore parce qu'ils sont trop jeunes.

Ces jeunes qui jouèrent, au mois de mai, le rôle moteur, eux qui se battirent avec le plus de détermination, eux dont l'action, en fin de compte, aboutit aux élections, puisque c'est leur action qui provoqua la dissolution de l'Assemblée, ceux là ne votèrent pas, dans leur majorité, puisqu'ils n'ont pas l'âge fatidique de la majorité. Cinq millions de jeunes de 16 à 21 ans que la bourgeoisie considère comme assez mûrs pour l'exploitation ou pour porter un fusil, sont écartés des urnes.

Sur les 28 millions de ceux qui pouvaient voter, près de 19 millions avaient plus de 40 ans !

La encore, la fraction la plus combative, celle qui s'était engagée dans la lutte avec le plus de décision, celle qui avait pris tous les risques pour transformer son avenir, parce qu'elle avait encore espoir en l'avenir, cette fraction là est minoritaire sur le terrain électoral.

C'est pourquoi le résultat de ces élections n'est pas une défaite pour elle.

Sa véritable force se trouve ailleurs : c'est elle qui fait fonctionner le pays, qui en est la force vive, elle aura sûrement l'occasion de le montrer bien des fois encore.

La gauche est battue

SEULE LA LUTTE PAIE

(suite de la page 1)

Mitterrand et Waldeck-Rochet : Ils ont accepté le terrain choisi par de Gaulle

tout en condamnant ceux qui l'avaient déclenchée ou qui voulaient la poursuivre, et s'en prenaient aux manifestations, qualifiées d'aventuristes, tout en manifestant eux-mêmes. La « gauche » eût deux visages durant ces évènements : elle a mécontenté tout le monde, et les travailleurs, et la petite bourgeoisie.

Que ce soit jusqu'en 1973 au lieu d'être jusqu'en 1972 qu'est-ce que cela peut bien faire, si nous ne faisons dépendre notre sort que de cela ?

Et puis, le Gouvernement, la bourgeoisie, et De Gaulle lui-même, ont pu se rendre compte que la majorité électorale n'est pas grand-chose, finalement. La grève de mai a éclaté moins d'un an après des élections qui avaient déjà, comme les précédentes, amené une majorité gaulliste à la Chambre.

De Gaulle, la bourgeoise, le gouvernement ont pu, cette fois-ci, faire cesser la grève en promettant de nouvelles élections aux travailleurs — il est vrai avec la complicité des dirigeants de la C.G.T. qui affirmaient que la nouvelle assemblée pourrait donner ce que la grève hâtivement terminée n'avait pu donner — mais une telle duperie ne prendra pas deux fois.

De Gaulle, le gouvernement et la bourgeoisie le savent bien, et ils savent bien aussi que la majorité qu'ils viennent d'obtenir ne leur donne aucun moyen supplémentaire pour faire face à une nouvelle offensive des travailleurs.

Ceux qui y ont trouvé profit sont le patronat, d'une part, qui s'est tiré à son compte d'une grève sans précédent, et la réaction qui, il y a un mois, se voyait déjà au rencart.

Bien des travailleurs vont cependant se sentir découragés devant ce résultat, après avoir tant espéré en mai.

Ils auraient tort de l'être trop. Cette issue était inévitable à partir du moment où le travail reprenait sans concessions majeures : quand on entame une épreuve de forces, on ne peut que la gagner ou la perdre. L'influence du parti communiste dans les entreprises a amené les travailleurs a renoncer à la seule arme qui les rendait forts : l'utilisation du rôle économique irremplaçable qu'ils jouent dans la nation.

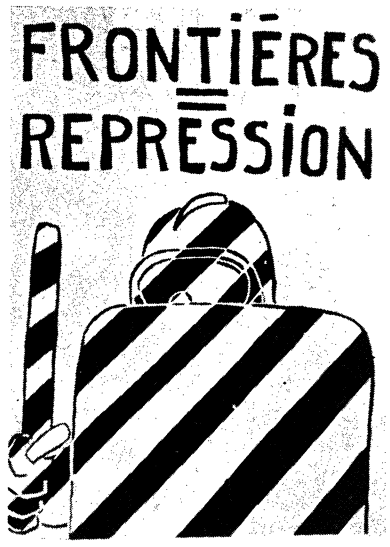
Neuf millions de grévistes, paralysent, on l'a vu, toute l'économie... mais il y a vingt-huit millions d'électeurs.

Et puis, De Gaulle va avoir à la Chambre une majorité accrue ? Bon, mais qu'est-ce que cela changera à ce qui se passe depuis dix ans !

Que le nombre de députés gaullistes dépasse la majorité absolue à la Chambre de quatre ou de cent sièges, la Chambre n'en sera pas plus servile !

1er Juillet

UN MARCHE COMMUN MAL PARTI



Depuis le 1er juillet le Marché commun est entré en vigueur. Ce fameux Marché commun qui se veut le sommet de ce dont sont capables nos gouvernants en matière d'unification européenne — et qui l'est en effet. Certes, les poteaux-frontières ne vont pas disparaître, il n'en a d'ailleurs jamais été question. Certes, nul douanier ne sera mis en chômage, ils continueront avec le même zèle la chasse aux paquets de cigarettes ou à la bouteille d'alcool introduits en fraude.

Mais enfin, théoriquement, leur Marché Commun est censé introduire la libre circulation des marchandises d'un pays à l'autre, sans limitation de quantité, sans droits de douane. D'aucuns y voyaient déjà la confirmation de l'avènement d'un capitalisme moderne, capable de surmonter les barrières nationales et de donner réalité à une certaine forme d'unité européenne. Seulement voilà, leur Marché commun n'est pas encore né, que déjà la France — sans d'ailleurs s'embarrasser outre mesure des institutions communautaires — a décidé d'un certain nombre de mesures protectionnistes afin de sauvegarder les branches de son industrie les plus sensibles à la concurrence étrangère.

On a invoqué bien sûr les difficultés dans lesquelles se trouvent les capitalistes français vis-à-vis de leurs concurrents à la suite des grèves. Mais chacun sait qu'il ne s'agit là que de grossiers prétextes dont le patronat français a profité pour protéger les branches qu'il entendait protéger de toutes manières.

Aujourd'hui, ce sont les capitalistes français qui ont décidé de protéger leur marché, et partant leurs profits contre une concurrence étrangère qu'ils estiment dangereuse. Demain ce sera peut-être le tour des capitalistes italiens, belges ou allemands. Malgré le Marché commun, rien, si ce n'est la peur des représailles, c'est-à-dire la perspective de mesures analogues, ne peut empêcher un Etat membre de prendre des mesures protectionnistes. Et il ne peut en être autrement.

Ce sont les raisons mêmes qui ont motivé les tentatives des capitalistes d'abaisser les barrières douanières qui limitent la portée de leurs tentatives. Ces raisons se résument en une seule : la recherche du profit.

C'est la perspective d'ouvrir des débouchés plus vastes à leurs produits, la perspective de réaliser leur plus-value sur une plus grande échelle qui pousse les capitalistes de chacun des Etats à lorgner la chasse gardée du voisin. Mais si les barrières douanières sont pour chacun des obstacles à ses propres visées vers les marchés des autres, elles sont en même temps une protection à l'encontre des concurrents étrangers.

Derrière le fatras des règles et des règlements, par delà les professions de foi européenne de quelques idéalistes inoffensifs et d'un grand nombre d'illusionnistes cyniques, la seule force de cohésion du Marché commun réside dans l'espoir de chaque partenaire européen de rogner plus sur le marché de son concurrent, que ne le fait celui-ci sur le sien. Mais dès que l'union économique favorise trop ostensiblement un voisin plus dynamique, mieux équipé, plus concurrentiel, chaque bourgeoisie sait retrouver l'usage d'un protectionnisme que tout le monde affirme révolu.

Il y a toujours un article dans la jungle des réglementationn communautaires pour justifier l'interdiction ou la limitation des importations de tel ou tel article étranger dont la concurrence est jugée par trop préjudiciable aux capitalistes nationaux. D'ailleurs, ce n'est pas une question de réglementation — une bourgeoisie menacée sait s'en passer — c'est une question de possibilité. Or le garant de cette possibilité est l'Etat national. Tant que survivent les Etats nationaux, tant qu'ils restent ce qu'ils sont, c'est-à-dire des instruments de défense des intérêts de la bourgeoisie nationale, l'unification de l'Europe est un leurre et le Marché commun un château de cartes à la merci du moindre souffle menaçant les intérêts de la bourgeoisie de tel ou tel partenaire.

Quelle bourgeoisie se refuserait-elle à se servir de cet instrument si son profit était en jeu ? S'il a fallu plus de quinze ans de marchandages pour abaisser les barrières douanières, il suffit d'une décision unilatérale pour les remonter.

Pourtant, à notre époque, à l'époque où l'homme sillonne l'espace, les frontières, les barrières douanières qui déchirent le monde en de minuscules mosaïques de pays et de peuples, paraissent d'un monstrueux anachronisme. L'économie étouffe dans un corset qui, depuis un siècle déjà, n'est plus à sa mesure. L'homme étouffe entouré de frontières qui encagent et isolent les peuples.

Mais une société basée sur le profit ne peut se concilier avec une communauté fraternelle des peuples. La destruction de la première est la première condition de la seconde. L'Europe Unie ne saurait être que socialiste.

Les cadres cloportes

Si au cours de la grève, certains « Cadres » ont pris nettement position aux côtés des grévistes, si d'autres se sont réfugiés dans une neutralité douteuse qui consiste à attendre patiemment que les ouvriers imposent par leur lutte la satisfaction des revendications dont ils espèrent bien être les premiers à bénéficier, il est aussi hélas, un contingent de cadres important qui a accepté de jouer le rôle ignoble de briseurs de grève.

Ces gens là dont certains ont des appointements de 5 000 F et plus par mois mais dont d'autres ont des salaires qui quelquefois n'atteignent pas les 1 000 F se croient liés à leur patron parce que celui-ci leur a donné une petite autorité sur une fraction plus ou moins importante du personnel.

S'ils ont déployé un certain zèle pour essayer d'influencer leurs subordonnés, pour les détourner de la grève dès que celle-ci devint effective, ils se sont bien vite raccrochés à leurs supérieurs hiérarchiques pour montrer combien ils étaient dévoués à la « maison ».

Si chaque jour, les piquets de grève se rassemblaient pour suivre la conduite de leur mouvement, ces cadres formaient des piquets anti-grève pour saisir le moment favorable à une reprise. Ils se réunissaient dans des cafés assez éloignés, puis dès qu'ils savaient qu'une annexe n'était plus surveillée par les piquets ils l'occupaient avec leur personnel de racolage. S'ils étaient découverts, en général ils prétextaient un travail urgent mais n'insistaient pas, prêts à déguerpir et à attendre de nouveau le moment propice pour réapparaître. Quelques employés se sont laissé prendre, croyant assurer leur paye malgré la grève en se désolidarisant de leurs camarades. Souvent, ils n'avaient rien à faire mais se faisaient payer leur fidélité au patron et leur trahison de leurs collègues. Mais dans certains cas, les patrons n'ont pas manqué de leur assurer du travail en quantité importante du fait du manque de personnel et dans des conditions inconfortables. Quand on adhère au parti de la lèche, il faut s'attendre à ramper très bas. Mais là où les cadres collaborateurs du patron ont senti toute l'importance de leur rôle c'est quand ils ont entrevu une perspective de reprise. Là où ils se sentaient un peu forts, là où ils supposaient un manque de vigilance du piquet de grève ils essayaient de rentrer ou bien organisaient un vote parmi la minorité qu'ils avaient réussi à détourner de la lutte.

Tout cela bien entendu au nom de la liberté du travail.

Mais la liberté du travail ce n'est pas la liberté d'être briseur de grève. La liberté du travail consiste à assurer du travail à tous et à ne pas laisser 500 000 travailleurs au chômage. La liberté du travail, c'est la suppression des brimades et des tracasseries, c'est le droit de discuter, de s'organiser.

Ces cadres gardes-chiourme défendent bien entendu le point de vue de leur maître : la grève ne rime à rien, ça ne rapporte que des ennuis. N'empêche que lorsque les salaires augmentent de 10 % ce sont les leurs qui en bénéficient le plus et on n'en a vu aucun refuser son augmentation pour aider la « maison » à se tirer du mauvais pas dans lequel les grévistes l'ont mise. Combien de jeunes travailleurs des basses catégories qui ont dépensé une très grande énergie à se battre pour améliorer leur sort rentrent au travail la rage au cœur en constatant que pour prix de leurs efforts ils toucheront 40 ou 50 F de plus par mois tandis que les salopards qui les ont calomniés, méprisés, qui se sont heurtés à eux, aux piquets de grève, s'en sortiront avec des augmentations de 150, 200, 300 F et plus.

L'attitude infâme de nombreux cadres briseurs de grève a fait la démonstration éclatante de la justesse de la revendication des augmentations uniformes.

Dans un conflit dont l'un des objectifs essentiels était de restaurer la dignité ouvrière, de nombreux cades ont fait la plus grande démonstration de platitude. Ce n'est pas à leur honneur. Les cadres que l'on considère trop vieux à 45 ans auraient pourtant dû comprendre qu'il n'y a aucune reconnaissance à attendre des patrons.

Ce que veulent les étudiants

QUELQUES groupes restreints... bruyants, violents, anarchiques et chimériques... incapables de projets et de comportements constructifs ».

C'est par ces mots que de Gaulle, lors de son avant-dernière apparition télévisée, avait caractérisé la lutte des étudiants qui, un mois durant, ont fait trembler son Etat fort.

L'explication que le général donne de la révolution étudiante se réduit à peu de choses : l'Université est mal adaptée à la société moderne et doit être réformée. Lui, de Gaulle, est donc prêt à mettre la main à la pâte avec l'aide de « tous les professeurs et de tous les étudiants ». Si on s'attarde un peu sur les réformes proposées par le Général, on se rend compte que la principale consiste à adapter l'Université aux besoins de l'industrie capitaliste, ou, comme il le dit si bien « que chaque discipline universitaire doit correspondre directement à un certain domaine pratique ».

Cela signifie que le nombre d'étudiants sera calculé en fonction de la demande de main-d'œuvre du capital. L'immense majorité des jeunes ne fera pas d'études supérieures et commencera directement à travailler puisque « après tout on peut être un homme de premier ordre sans être nécessairement licencié ou agrégé de l'Université ».

Sous des phrases ronflantes, de Gaulle n'a fait que reprendre pour l'essentiel les grandes lignes du Plan qui porte le nom de son ancien ministre de l'Education nationale, Fouchet.

Industrialiser l'Université au maximum, réduire la culture au seul domaine de l'activité utilitaire c'est-à-dire nier la culture, voilà le plan constructif que le sénile veillard compte appliquer dans les prochaines années pour résoudre les problèmes universitaires.

Cela ne résoudra rien. Car c'est justement parce qu'ils ne veulent pas de cette Université « industrielle » que les étudiants ont commencé la lutte.

Et si être chimérique c'est rejeter cette usine de culture au rabais, alors les étudiants ont raison de l'être.

Mais il faut être un homme d'Etat bourgeois à l'esprit borné pour réduire leur révolte à une simple contestation des structures universitaires.

Dans de nombreux pays d'Europe les étudiants sont entrés en lutte sur des mots d'ordre semblables à ceux de leurs camarades français. Pourtant les Universités de ces pays, que ce soit l'Espagne, l'Allemagne ou la Yougoslavie, ne doivent rien à Napoléon Ier, ni à Fontanes.

La lutte des étudiants de France ou d'ailleurs n'est pas un combat pour l'amélioration de leurs conditions matérielles ou pour l'obtention d'une Université moderne. Ils luttent contre une société injuste qui leur offre comme seule perspective de prendre place parmi les exploiteurs ou à leur service direct. Ils luttent aussi contre l'impérialisme dont ils refusent les inégalités et les injustices, toutes les inégalités et toutes les injustices, qu'elles touchent ou non directement leur milieu.

Ils se sentent solidaires non seulement des travailleurs en grève mais aussi des combattants vietnamiens, des peuples latino-américains, tout comme ils se sentaient liés à la lutte des masses algériennes.

Ce que les étudiants ont compris c'est qu'il n'est pas possible de réformer « démocratiquement » l'Université au sein d'une société pourrie.

Il n'est pas surprenant que de Gaulle ne trouve rien de constructif à cela.

Et si cette remise en cause fondamentale de la société, cet élan vers le socialisme, s'est parfois exprimé en milieu étudiant au travers de formules confuses telles « Université critique » « Pouvoir étudiants », c'est avant tout de la faute des organisations de gauche, et en premier du P.C.F.

Car loin de montrer aux étudiants la voie révolutionnaire qu'ils recherchent, le Parti communiste n'est capable que de leur proposer un replâtrage du système avec l'aide des Mitterrand et autres Guy Mollet.

Aujourd'hui, le cœur de ceux qui regrettent hypocritement l'absence de « solutions constructives » chez les étudiants s'étend des gaullistes au P.C. Il n'y a rien d'étonnant à cela.

Car les uns et les autres unissent leurs efforts pour conserver le vieux système capitaliste et barrer la route à tous ceux qui vont de l'avant vers la révolution socialiste, et veulent que leurs rêves deviennent la réalité.

ADRESSER TOUTE CORRESPONDANCE A

Michel RODINSON

INITIATIVE SOCIALISTE

54, rue Monsieur-le-Prince, 75-Paris-6e

ATTENTION !

TOUS VERSEMENTS DE FONDS A :

Michel RODINSON

C.C.P. Paris 6851-10

à Citroën-Paris

"IL FAUT SAVOIR TERMINER UNE GRÈVE"

Le mardi 24 juin, les travailleurs de chez Citroën ont repris le chemin des ateliers, après 36 jours de grève et d'occupation de l'usine. Le lendemain, sans aucune pudeur, « l'Humanité » annonçait en première page « qu'à Citroën, les métallos VICTORIEUX avaient repris le travail »...

Il y avait 16 ans que dans les usines Citroën de la région parisienne on n'avait pas vu le moindre mouvement de grève véritable.

L'OCCUPATION

Aussi, c'est dans l'euphorie que le lundi 20 mai les ouvriers, appuyés massivement par des étudiants, enfonçaient les portes et culbutaient les misérables cordons d'agents de secteur et de maîtrise que la Direction avait mis en place pour tenter d'impressionner les travailleurs ce matin-là. Pour les travailleurs qui envahissaient c'était la fin de plus de 20 ans de brimades, de cadences inhumaines, de mises à la porte sans préavis. etc. Et il faudra toute la « modération » des représentants syndicaux pour éviter à certains chefs particulièrement haïs de se retrouver sur le trottoir avec une face de jeux de massacre ! Néanmoins, les syndicats ne pourront éviter à la maîtrise les humiliantes sorties de l'usine par groupes apeurés, entre deux haies de jeunes, le poing tendu et les quolibets à la bouche.

Après cette évacuation peu brillante des larbins du patron, les syndicats vont prendre totalement la situation en main.

LE COMITE DE GREVE

La C.G.T., largement majoritaire en représentation syndicale, refusera dès le premier jour et ceci contre l'avis de la C.F.D.T. et la volonté de la grande majorité des piquets de grève et même de certains délégués de la C.G.T., d'envahir l'administration, là où précisément trône le « tout puissant » Bercot, un des patrons les plus réactionnaires. Cette lamentable déculottade permettra au patron de regrouper dans les bureaux de l'Administration-Javel toute la maîtrise virée de l'usine, laquelle constitua ses « piquets de grève » (!) et fera constamment peser jour et nuit une menace d'attaque surprise sur les ateliers.

Après l'annonce des élections, décidée à faire reprendre le travail dès la 4e semaine, la C.G.T.-P.C.F. devra néanmoins garder un langage de choc à Citroën sous peine de ne rien obtenir et de perdre complètement la face.

Mais la plupart des piquets de grève s'apercevront rapidement que le Comité de grève n'est que l'instrument de la fraction majoritaire au sein de la C.G.T. : le P.C.F. Formé d'une majorité de délégués « bien dans la ligne » ce Comité n'a jamais été élu et s'est « renforcé » de pas mal de membres du P.C.F. qui ne sont pas de l'usine, entre autres le Directeur des Œuvres sociales du C.E. Citroën, qui n'est qu'un employé de cet organisme et un candidat suppléant aux élections dans le 15e ! De plus, il y aura plusieurs réunions du P.C.F. avec des membres influents de ce parti et c'est de ces réunions que sortiront les ordres. Disons tout de suite que la C.F.D.T. dans ce « Comité-Bidon » a eu à peine voix au chapitre.

LES PROVOCATIONS DE LA DIRECTION

De son côté, Bercot, profitant du bastion Administration qu'il tient, montera plusieurs provocations auxquels les syndicats, en particulier la C.G.T., ne répondront que contraints et forcés par les ouvriers ou pas du tout. Une première fois, dans la première semaine, il fait stationner quai de Javel 5 ou 6 cars de gardes-mobiles : aucune réaction syndicale. Le lundi 3 juin plusieurs centaines d'agents de maîtrise se groupent devant les portes des usines pour exiger la « liberté du travail ». La C.G.T. est pour se retrancher dans l'usine et doucher les « manifestants » au besoin. Les ouvriers sont d'un autre avis. Encore une fois, aidés par quelques dizaines d'étudiants, ils repousseront les agresseurs dans les rues mêmes et les doucheront copieusement. Là encore il faudra que les membres influents de la C.G.T. retiennent les ouvriers. Néanmoins, à Balard entre autres, quelques agents de maîtrise sont sérieusement corrigés ; à Grenelle, le Directeur de l'usine sera proprement assomé. Mêmes scènes devant d'autres usines.

Bercot organise alors un « vote ». Complaisamment, les radios et la T.V. diffuseront ses propositions : tous les travailleurs de la région parisienne devront aller au Palais des Sports, Porte de Versailles, voter à bulletin secret la « reprise du travail ». Ce sera un échec. A peine la moitié des salariés iront voter et dans cette portion il faudra compter les 8.000 mensuels qui, du fait de la carence de la C.G.T. n'ont pas cessé le travail. Lors de ce vote, là encore la C.G.T. n'a rien organisé. « Les gens sont libres de voter » dit-elle. Les ouvriers sont d'un autre avis : appuyés par la C.F.D.T., ils forcent la C.G.T. à organiser une manifestation Porte de Versailles avec voiture-radio appelant les travailleurs à boycotter le vote. Le lendemain ils obligent de nouveau la C.G.T. à organiser un défilé de toutes les usines Citroën devant l'Administration Javel ; des ouvriers veulent s'emparer du bastion de Bercot ; il y a là plusieurs milliers d'ouvriers mais des délégués de la C.G.T. s'y opposent ; des coups sont échangés. En définitive, Bercot peut dormir tranquille : les bureaucrates l'ont sauvé une nouvelle fois.

LES TRAVAILLEURS S'OPPOSENT A LA C.G.T.

Tous ces incidents ont provoqué le mécontentement et la colère des ouvriers qui participent à la grève effectivement. Sur plusieurs points des réunions syndicales orageuses opposeront des ouvriers et certains délégués de la C.G.T. à des membres du P.C.F., en majorité des permanents de la C.G.T.

Sur les étudiants d'abord. Conformément aux consignes de « l'Humanité », les bureaucrates du P.C.F. font tout ce qu'ils peuvent pour écarter, y compris par la force, les étudiants qui diffusent leurs tracts, leur presse ou collent leurs affiches aux portes de l'usine. Heureusement, les travailleurs les accueillent chaleureusement la plupart du temps et la hargne des bureaucrates ne peut s'exprimer qu'en réunions syndicales...et encore difficilement. Sur l'occupation de l'Administration où les staliniens sont là encore acculés à des réponses dilatoires.

Mais la plus importante controverse oppose un groupe de jeunes travailleurs aux bonzes du P.C.F. de Javel sur la question de l'autodéfense de l'usine : une nuit où un coup de fil anonyme annonce l'arrivée des C.R.S., la panique est totale dans les rangs des dirigeants syndicaux. Certains préparent leurs sacs et s'apprêtent à ouvrir les portes de l'usine. Heureusement, aucun C.R.S. n'apparaît, mais la nuit suivante un groupe de jeunes décidés fortifient les portes de Balard. La maffia du P.C.F. tente alors « démocratiquement » de vider de la C.G.T. le jeune travailleur qui a paraît-il organisé cette action peu dans la ligne pacifiste du P.C.F. Mais l'intervention énergique de deux ou trois délégués C.G.T. et la défense des jeunes eux-mêmes forcent les bureaucrates à baisser pavillon. En désespoir de cause ils iront jusqu'à voler la carte syndicale de ce jeune travailleur et l'accuser nommément dans un tract de sabotage !

De pareilles choses se produisent dans toutes les usines de la région parisienne et c'est dans cette atmosphère houleuse à la minorité P.C.F. et de plus en plus débordée par les piquets de grève que Bercot accepte de « négocier », à la fin de la 4e semaine de grève.

Dès lors, le programme revendicatif des syndicats s'allège singulièrement : ils ne réclament plus que 10 % pour tous, des réductions d'horaires « substantielles » et les libertés syndicales. Le reste est entièrement escamoté. Malgré tout, la C.G.T espère quand même faire reprendre le travail et déjà lors des meetings les responsables de l'U.S.T.M. accusent Bercot... d'être le responsable de la continuation de la grève ! Manque de chance, Bercot rompt les négociations. La grève repart pour une semaine marquée d'autres incidents opposant travailleurs aux bonzes syndicaux.

LE PROTOCOLE D'ACCORD

Finalement, un protocole d'accord patrons- syndicat est signé dans la nuit du jeudi 20 au vendredi 21 juin : il est dérisoire : les augmentations de salaire sont de 10 % en moyenne, diminuées de ce qui a déjà été acquis depuis le 1er janvier et payables en deux fractions : le 1er juin et le 1er octobre. Les diminutions d'horaires sont d'une demi-heure en octobre 68 et une demi-heure en octobre 1969 ! Les heures de grève sont payées à 50 % du 20 mai au 20 juin... mais récupérables. Consolation pour les syndicats, ils obtiennent le droit de diffuser librement leur presse dans l'usine. C'est tout, autrement dit peu de chose.

UN VOTE DIFFICILE

Néanmoins, tout est en place pour la reprise du travail. La C.G.T. demande aux ouvriers de venir approuver samedi ce protocole d'accord par un vote à bulletin ouvert. La C.F.D.T. déclare les acquis insuffisants et se déclare prête à continuer la grève mais elle n'appelle pas à boycotter le vote.

Pour la C.G.T., tout semble bien marcher. La veille, elle a fait venir des orateurs de chez Renault « pour créer le climat ». Ils ont été applaudis. Mais le samedi, à peine le représentant de la C.G.T. est-il grimpé sur l'estrade que des sifflements et des huées l'accueillent. Il y a plusieurs milliers d'ouvriers. C'est la catastrophe : impossible de provoquer un vote « massif ». Celui-ci est reporté au lundi 24.

Ce même samedi, le Bureau Confédéral dépêche en hâte Krasucki pour convaincre les militants C.G.T. de toutes tendances, y compris de nombreux membres du P.C.F. qui trouvent les acquis absolument ridicules. La séance est houleuse. Finalement, Bras, Beaumont et Krasucki, tous de l'U.S.T.M. ou du B.C., décident « qu'il faut arrêter la grève parce que ce sont les élections, parce que si le P.C.F. venait au pouvoir il se heurterait aux mêmes difficultés que les patrons, parce que la C.G.T. risque d'être débordée par les « gauchistes » à Citroën, enfin tout simplement parce que c'est un ordre du Bureau Confédéral ! » C'est un diktat ! Et malgré les protestations de nombreux militants, dont certains sont du P.C.F., la séance qui a duré plusieurs heures se termine : « Il faut savoir terminer une grève ! »

Le lundi, plusieurs milliers d'ouvriers de toutes les usines Citroën sont rassemblés dans la cour du secteur Balard. Krasucki, un large sourire aux lèvres, monte sur l'estrade : il ne pourra placer un seul mot ; c'est un indescriptible concert de hurlements, de huées, de sifflets, de lazzis. La C.G.T. aura beau réclamer le « droit démocratique à la parole », rien n'y fera : il faudra lire son discours le lendemain dans « l'Humanité » pour savoir ce qu'il a dit. Ses compères espagnols et portugais subiront le même sort. La C.F.D.T. qui, sans se mouiller et sans donner de mot d'ordre précis, appelle à continuer la grève est fortement applaudie. Auparavant, personne n'avait voulu distribuer les tracts de la C.G.T. appelant à la reprise : il avait fallu que Marcel Bras, président de l'U.S.T.M., s'en charge lui-même !

Des étudiants viennent manifester leur soutien aux grévistes de Citroën

Le vote a lieu alors à bulletin ouvert : sur 24.738 inscrits (les mensuels ne comptent pas), il y a 18.519 votants (74,94 %). Pour la reprise : 13.184 (71,18 %). Contre : 5.251 (28,36 %). Considérant qu'à 14 heures le résultat était acquis, la C.G.T. a clos le vote alors que de nombreux travailleurs se présentent encore.

C'est fini, la plus grande grève jamais vue à Citroën est terminée.

Les 5.251 travailleurs qui ont voté contre la reprise représentent à peu près ceux qui durant 5 semaines se sont relayés aux piquets de grève : pour eux la C.G.T. a jeté le masque, ils ont eu conscience d'avoir été joués.

Les 13.184 autres sont ceux qui ont suivi d'assez loin le déroulement de la grève et ont accepté de reprendre le travail par lassitude et manque d'argent.

LES LEÇONS DE LA GREVE

Si le rôle contre-révolutionnaire du P.C.F., à travers sa fraction C.G.T. est apparu clairement à beaucoup de travailleurs de Citroën, cette grève n'est pourtant pas une défaite. Par deux fois, en 47 et en 52, les ouvriers de Citroën avaient occupé l'usine, par 2 fois les C.R.S. les en avaient délogés. Cette fois, Bercot a dû accepter la rage au cœur, l'occupation pendant 36 jours de « son » usine, l'arrêt de « sa » sacro-sainte production. C'est pour lui une défaite formidable.

Pour les travailleurs de Citroën, c'est un acquit moral considérable, c'est la preuve que la lutte est possible. Il est impossible que la situation redevienne comme avant (les débrayages qui ont eu lieu dans nombre d'ateliers et d'usines Citroën, le jeudi 27 juin le prouvent déjà).

Après 16 ans de silence, malgré Bercot et ses flics, malgré la trahison évidente du P.C.F., la « nuit » Citroën s'est terminé le 20 mai 1968.

A LA POLYMÉCANIQUE:

Une «queue de grève» comme tant d'autres

Le 13 juin, à la fin de la 4e semaine de grève à la Polymécanique (Pantin - 1 200 ouvriers), la direction fit des nouvelles propositions, à peine au-dessus des accords de Grenelle, et tenta de faire un vote secret.

A l'assemblée du personnel du matin, la C.G.T. devant les réticences des ouvriers à une telle procédure, proposa un vote à main levée pour ou contre cette manœuvre et ce fût à une très large majorité que ce vote fut repoussé. Mais la C.G.T. ne s'en contenta pas : deux autres délégués prirent la parole pour dire que le vote ne se ferait pas pour ou contre la reprise, mais pour ou contre, les propositions de la direction ; et si une majorité contre se dégageait, on serait d'autant plus forts pour continuer la grève. En très peu de temps, ils effectuèrent deux nouveaux votes sur la même question et ils obtinrent leur majorité à l'usure.

Le vote à bulletin secret eut alors lieu. Le résultat fut une surprise agréable : 632 voix contre la reprise, 331 voix pour. La grève était tenace, on ne voulait pas lâcher avant Renault et ainsi renoncer aux avantages qu'ils étaient susceptibles d'acquérir.

Aussi le 17 juin, lorsque la reprise de Renault fut connue, la direction fit quelques nouvelles propositions absolument ridicules et proposa un deuxième vote à bulletin secret, que les syndicats acceptèrent une fois de plus. Cette fois ce fut par 520 voix contre 320 que la reprise fut décidée. Il y avait moins de votants que la première fois. Il y avait beaucoup de mécontents qui déclaraient « l'avoir dans le dos » ... ou ailleurs.

Néanmoins, la rentrée ne se fit pas dans une ambiance démoralisée. La moitié des heures de grève payées sans récupération, et une indemnité pour les heures perdues en dessous de 45 heures pendant le premier trimestre (indemnité de 130 F), aidant à faire la soudure, l'augmentation des salaires de 6,5 % pour les plus bas et de 5,5 % pour les autres, firent que cette rentrée ne prit pas l'allure d'une défaite.

Et plusieurs jours encore, après remise en route, c'est des souvenirs tout frais de la grève, ainsi que des élections, qu'il était question dans la plupart des nombreuses conversations de l'atelier.

Etant donné la fermeture de nombreuses entreprises, « Lutte ouvrière » interrompra sa parution au mois d'août.

Le numéro 5 paraîtra le 24 juillet et le numéro 6 paraîtra le 28 août.

LA VERITÉ SUR LA REPRISE

« Lutte ouvrière » a publié dans son premier numéro des informations sur les conditions véritables de la reprise dans quelques entreprises.

Le manque de place ne nous avait pas permis de publier toutes les informations reçues. Nous continuons donc aujourd'hui leur publication, considérant que même si les faits par eux-mêmes datent quelque peu, le comportement des bureaucraties syndicales dans ces circonstances mérite d'être connu.

A LA C S F (Levallois)

La reprise du travail se fera lorsqu'après 4 semaines de grève, la direction, qui s'en tenait jusque là aux accords de Grenelle, accepte de lâcher quelques miettes supplémentaires (les augmentations individuelles depuis le 1er janvier ne seront pas comptées dans les 10 %, la section syndicale est reconnue, etc.). Ces miettes sont cependant sans commune mesure avec les revendications demandées.

Le 17 juin, la C.G.T. et la C.F.D.T. proposent un vote à bulletin secret à l'assemblée générale du matin où se trouvent environ 1 700 salariés.

La C.F.D.T. souligne l'insuffisance des propositions de la direction et se prononce pour la continuation de la grève. La C.G.T. (qui, la veille au soir après avoir promis, de mauvais gré, d'être « ferme ») dresse un tableau pessimiste de la situation, dans lequel on cherche difficilement si les dirigeants cégétistes sont pour ou contre la continuation de la grève.

Après les discours, c'est le référendum. Deux questions sont posées :

1) Etes-vous satisfaits ou non des propositions de la direction ? Les 2/3 des travailleurs se déclarent **non satisfaits.**

2) Etes-vous pour ou contre la continuation de la grève ? 1/3 seulement veut continuer.

Le résultat est donc clair : ce n'est pas comme le dit l' « Huma » une « reprise victorieuse ». C'est, comme partout une reprise parce que d'une part des millions d'ouvriers ont déjà repris le travail et que la grève n'a plus vraiment de perspectives dans ces conditions...

Pourtant plusieurs signes démontrent que la combativité est loin d'être vraiment retombée. Malgré la hâte de la direction à « rattraper le temps perdu », le travail reprend très lentement... Un secteur ouvrier, la « Serrure », apprenant que la direction refuse de payer intégralement la journée du référendum, débraye, et des ouvriers rentrent chez eux...

Trois jours après, « la Serrure » demande un accompte. La direction refuse. La « Serrure » se met en grève et en quelques minutes la nouvelle fait le tour de l'usine. La direction, une heure après, accorde l'accompte de 25 000 A.F. demandé.

A THOMSON - GENNEVILLIERS

APRES 5 semaines de grève les travailleurs de Thomson-Gennevilliers et de la plupart des autres localités ont voté la « suspension de la grève ».

Durant les 5 semaines, la Direction a essayé beaucoup de manœuvres d'intimidation pour faire reprendre le travail. Elle s'est servie de certains cadres pour réclamer la liberté du travail. Ces derniers n'ont d'ailleurs jamais insisté pour forcer les piquets de grève. La direction leur a trouvé un local où ils pouvaient travailler dans la liberté. Le personnel plusieurs fois a été appelé par la radio à venir travailler : sans résultat. La direction a aussi envoyé plusieurs mémorandums au personnel ; cela nous a permis de juger de sa mauvaise volonté pour céder plus que les accords de Grenelle. Enfin, la direction organisait hors de l'entreprise un vote à bulletin secret. Il a été boycotté par le comité de grève. Environ 1/3 du personnel est allé aux urnes et parmi eux 20 % ont encore voté contre la reprise. Aucune de ces pressions n'a entamé le moral des grévistes. Au contraire, l'attitude de la direction a ouvert bien des yeux sur les possibilités de s'entendre et de faire confiance à la direction. Au bout de la 5e semaine de grève, nous n'avons guère obtenu plus qu'à Grenelle. Pourtant, nous avons repris le travail alors qu'après Grenelle personne ne voulait de ces accords. La C.F.D.T. qui les a présentés les avait à juste titre tournés en ridicule, la C.G.T. l'avait suivie.

Nous avons repris le travail parce que nous nous sentions abandonnés. Déjà Renault avait repris, nous étions parmi les 100 000 derniers en grève. Le morcellement de la grève après Grenelle a été la meilleure arme contre nous. Si les travailleurs ont, malgré tout, pu tenir cinq semaines, ce n'est pas tant qu'ils étaient beaucoup plus combatifs qu'ailleurs, mais c'est parce que la bureaucratie de la C.G.T. n'a pas pu étouffé leur combativité comme dans bons nombres d'entreprises. Elle n'a pas pu le faire à cause de la présence d'un syndicat C.F.D.T. important.

A Gennevilliers, l'usine qui compte 2 000 personnes est divisée en trois bâtiments G1, G2, G3. Chacun avait son comité de grève. Dans tous les cas, les syndicats dirigeaient. A G1 (1000 travailleurs) la C.F.D.T. est majoritaire. Grâce à elle, à régné un climat de démocratie. Le personnel a pu discuter de ses problèmes dans des commissions et aux assemblées générales tous les travailleurs, dont des révolutionnaires, pouvaient intervenir sans ennui. La C.F.D.T. était, comme la plupart des travailleurs, contre la reprise avec des broutilles et contre brader la grève pour un bulletin de vote. La C.G.T. à G1 pour ne pas se déconsidérer de trop a du mettre de l'eau dans son vin et ne pas trop parler de reprise. Elle ne s'est manifestée que le matin du vote le lundi 24 mai. Par un tract distribué avant la vote avec pour titre « la Thomson a dû céder ». Elle appelait après avoir dressé un tableau des résultats « positifs » à la reprise. L'Humanité du même jour titrait la même chose. En lisant l'article, on était persuadé que le travail avait repris avec de grands avantages (sic). Rappelons que l'Humanité était parue avant que le vote ait lieu.

A G1, la C.F.D.T. a imposé que le vote ait lieu en deux questions (elle ne donnait pas d'avis pour ou contre la reprise) : 1°) Etes-vous satisfait ? 2°) Pour la suspension de la grève ? A la première question, il y a eu 75 oui, à la seconde, 140 étaient pour continuer la lutte. Seuls les grévistes ont voté. Aux autres bâtiments G2 et G3, il n'y avait qu'une question pour ou contre la reprise, et pour que le résultat soit sûr, le comité de grève avait invité les non-grévistes à voter. A G2 et G3 la C.G.T. est majoritaire. Il est vrai aussi que la combativité de la C.F.D.T. a ses limites. Par exemple, elle a accepté que le vote soit fait à bulletin secret et qu'il se fasse par usine et non sur l'ensemble du trust. Pour elle, le souci vaut un certain nombre de compromissions.

Maintenant, il ne faut pas croire que l'expression « suspension de la grève » soit seulement un bel euphémisme. Dans l'usine, partout on parle de remettre ça après les vacances et déjà on pense à s'organiser en comité de grève plus ou moins indépendant des syndicats pour le jour où il faudra lever la « suspension ».

Dans les assurances A L'URBAINE et LA SEINE

DECLENCHEE le lundi 20 mai, à une forte majorité par un vote à main levée, la grève générale illimitée avec occupation des locaux a pris fin le mercredi 5 juin, à l'issue d'une « consultation démocratique » d'une partie seulement du personnel.

C'est sur des propositions patronales guère plus favorables que les accords de Grenelle que, le mardi 4 juin, les directions syndicales de l'Assurance ont demandé au personnel de chaque Compagnie de se prononcer.

Un tract se terminant par un bulletin de vote a été distribué. Loin de dénoncer l'insuffisance des propositions patronales, loin d'encourager les employés à poursuivre la lutte engagée, il se contentait de rappeler les propositions du gouvernement (accords de Grenelle) et celle de la F.F.S.A.

Et pour toute conclusion, il invitait le personnel à « rejoindre les rangs des organisations syndicales, pour opposer au puissant patronat de notre profession et de son organisation, la F.F.S.A., l'efficacité d'actions unies et coordonnées ». Au lieu de proposer le renforcement de la grève jusqu'à satisfaction de toutes les revendications, les directions syndicales proposaient un bulletin d'adhésion !!

Ne connaissant pas la proposition de la Direction sur les revendications posées, les grévistes n'étaient pas décidés à participer à ce vote. Il fallut l'intervention du P.D.G. à l'assemblée du personnel et la pression de certains délégués C.G.T. et C.F.D.T. pour que le vote se fasse.

De plus, un nombre important des employés présents étaient venus dans l'espoir que la grève qu'ils n'avaient pas voulue, à leurs dires, se termine. Aussi ont-ils applaudi chaleureusement le P.D.G. quand celui-ci a demandé le vote — au nom de la démocratie et de la liberté du travail — « reprenez le travail et faites moi confiance » (applaudissements d'un groupe d'anti-grévistes, sifflements et huées des grévistes). Mais déjà les responsables syndicaux organisaient le vote. Il se prolongea jusqu'au lendemain matin et à 11 heures alors qu'à peine 60 % du personnel avait voté, la Direction avec la complicité de certains délégués décidait la clôture du vote et le dépouillement.

Sur 610 bulletins, 328 étaient pour la reprise du travail, 274 étaient pour la continuation de la grève (8 bulletins nuls).

A peine le résultat connu, la Direction avec l'aide d'une responsable C.G.T. ouvrait grandes les portes de la Compagnie pour permettre la reprise du travail. En fait, peu d'employés se présentèrent.

Ce n'est que le lendemain matin que la reprise se fit, encore que toute la journée des groupes importants de grévistes refusèrent de travailler et se réunirent pour discuter malgré les menaces de la Direction de faire évacuer les bureaux par la police. Alors que des militants F.O. et des grévistes distribuèrent un tract pour protester contre le vote et l'attitude de certains délégués, les responsables C.G.T. et C.F.D.T. se refusèrent à cautionner les employés qui voulaient continuer la grève. « Le personnel s'est prononcé pour la reprise, la grève est finie, il faut travailler et faire confiance aux délégués pour obtenir de la Direction qu'elle cède sur les revendications ! »

Cependant, un grand nombre d'employés surtout des jeunes pensent et continuent à penser qu'en continuant la grève ils auraient pu arracher bien plus, et surtout, conscients qu'il s'agissait d'une grève politique, ils reprochent aux organisations syndicales et au P.C. de n'avoir pas mener la lutte jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'au renversement du régime gaulliste.

AU CRÉDIT LYONNAIS - PARIS

AU siège central du Crédit Lyonnais Paris, la reprise du travail est totale depuis le vendredi 7 juin. Mais il aura fallu trois jours aux syndicats pour réussir à le faire admettre aux grévistes.

Cette reprise avait en effet été soi-disant votée mardi 4 juin. Ce jour-là seulement 2 400 personnes sur environ 6 000 que compte le Siège, s'étaient déplacées pour voter pour ou contre la continuation de la grève.

Sur ces 2 400, la moitié au moins étaient des cadres ou des gradés « briseurs de grève », bien décidés à reprendre le travail.

Par ailleurs, non seulement aucun meeting, aucune explication des syndicats ne précédèrent le scrutin, mais de plus, aucun contrôle n'étant effectué sur le vote, il était possible de mettre 10 bulletins dans l'urne si on le voulait.

Malgré cela, les syndicats entérinèrent le résultat : 1 700 voix pour la reprise, 700 contre, et appelèrent dans un premier temps le personnel présent à regagner leurs services.

Devant la protestation d'une employée qui contesta le vote, en rappelant que les revendications n'étaient pas satisfaites, puisque la Direction ne donnait que les accords de Grenelle et uniquement cela, plusieurs centaines de personnes refusaient de reprendre le travail et stationnaient dans le hall.

Face à cette situation, et devant le mécontentement des jeunes militants de la C.G.T. et de la C.F.D.T., les syndicats convoquent à une manifestation à 15 heures devant l'Association professionnelle des Banques.

Le mercredi matin, aux portes de l'entreprise, plusieurs dizaines de jeunes qui refusent de travailler rallient à eux des grévistes, ainsi finalement que la C.F.D.T.

A 10 heures les grévistes du Crédit Lyonnais partent manifester de nouveau devant l'A.P.B. avec ceux de la Banque Nationale de Paris. L'après-midi, un meeting devant la porte Boulevard des Italiens réunira encore 200 à 300 personnes.

Mais le jeudi, la C.G.T. appelant à reprendre et la C.F.D.T. se réfugiant derrière « l'unité » pour abandonner ceux qui voulaient continuer la grève, il ne restera plus qu'une cinquantaine de jeunes, qui reprendront finalement le travail le vendredi.

Aujourd'hui, tout le personnel est rentré. L'écœurement est grand parmi les grévistes. Certains « laissent tomber » le syndicat, d'autres cherchent à s'organiser sur de nouvelles bases. Mais la trahison de la C.G.T. a été comprise par des centaines de personnes.

AU CREDIT LYONNAIS - LEVALLOIS

DEJA, dès le mardi 4 juin, la tendance à la reprise du travail se manifestait à la C.G.T.

Au Comité de grève il fut difficile de faire accepter la diffusion d'un tract expliquant objectivement ce qui avait été obtenu. Un vote organisé le mardi parmi le personnel, puis prolongé le mercredi, donna une majorité pour la continuation de la grève.

Toute la journée de mercredi fut consacrée par la C.G.T. à la démoralisation de ses adhérents et le jeudi, à une réunion de syndiqués, elle réussit à faire voter la reprise du travail.

Mais le Comité de grève, après une joute oratoire entre C.G.T. d'une part, C.F.D.T. et « gauchistes » d'autre part, se mettait d'accord non pour la reprise du travail, mais pour l'organisation d'un nouveau vote pour le vendredi matin.

A partir de ce moment-là, ce fut la trahison complète de la part des délégués C.G.T. et C.F.D.T. Ils étaient reçus par la direction et prenaient un certain nombre de décision sans en informer le Comité de grève ; entre autres : vote à l'intérieur des locaux.

Il avait été convenu qu'un tract du Comité de grève serait distribué appelant à la continuation de la grève, tandis qu'aucun syndicat ne donnerait sa position propre.

Cela n'empêcha pas la C.G.T. de sortir un tract dans le style de « l'Humanité » du 7 juin, sous le titre : « Restons victorieux pour d'autres combats ».

Voyant cela, un groupe de jeunes rédigea à son tour un tract, tiré à la Sorbonne, dénonçant la trahison syndicale et appelant fermement à la continuation de la grève.

Le vendredi matin, ces jeunes eurent droit aux calomnies de la C.G.T. qui mettait les employés en garde contre ce « groupe d'agitateurs étrangers au mouvement syndical, voire à l'entreprise », bien qu'ils soient presque tous syndiqués, certains faisant même partie du Comité de grève.

Beaucoup de gens sont allés voter complètement dégoûtés, et une grosse majorité (550 sur 800) s'est prononcée pour la reprise.

Un groupe de 60 à 70 jeunes est allé réclamer des comptes aux syndicats, qui se sont refusés à répondre. En conséquence une manifestation spontanée a parcouru tout l'établissement aux cris de « syndicats - trahison », « pas de reprise aujourd'hui » et « nos 40 heures, nos salaires ».

DU TRAVAIL

A AIR-FRANCE

VENDREDI 17 mai à 14 h, les travailleurs de DM-LA arrêtaient le travail. Peu de temps après, la division LW arrêtait à son tour.

A 16 heures, c'était l'ensemble du personnel d'Orly-Nord (entretien du matériel et révisions avions) qui se réunissait devant le « building » (siège de la direction d'Orly) où les délégués syndicaux étaient reçus par le Directeur du Matériel.

En 2 heures le préavis légal de 5 jours (loi de juillet 63) était mort.

A 17 heures, alors que les représentants syndicaux hésitaient devant l'arrêt immédiat et l'occupation des locaux, les travailleurs se prononçaient par une nette majorité, pour l'occupation immédiate.

Ainsi débutait à Orly une grève qui allait entrainer l'ensemble des travailleurs d'Air France, jusqu'au 7 juin.

Le vendredi 17 mai à 22 h, les travailleurs de l'Aéroport suivaient. Le dimanche les chauffeurs de cars des Invalides stoppaient tout trafic et occupaient l'aérogare.

Lundi 20 mai tout AF était dans la grève.

A Paris, la Direction avait fermé les portes d'accès aux immeubles.

Pourtant à Blanqui, 250 personnes réussissaient à occuper l'immeuble, qui fut dégagé par les forces de police 5 heures plus tard, sans qu'il y ait d'incidents.

Une délégation du Comité de grève de Blanqui qui alla à Orly chercher du renfort, le lendemain, n'obtint aucun appui et ne put s'adresser aux travailleurs d'Orly-Nord. La C.G.T. allant jusqu'à dire qu'il s'agissait de provocateurs.

Au milieu de la semaine les négociations commencaient sur la base de la plate-forme intersyndicale.

— Relèvement des salaires. Pas de salaires inférieurs à 1.000 F ;
— Retour immédiat aux 40 h ;
— Abrogation des ordonnances ;
— Amélioration de la retraite.

A Orly, Courbevoie, Toulouse, Marseille, Nice, La Postale, Le Bourget, les travailleurs étaient déterminés et entendaient que leurs revendications soient satisfaites.

Dimanche 2 juin, après de nombreuses réunions avec la Direction et de nombreuses concessions de la part des syndicats, les négociations s'arrêtaient. La Compagnie était au « bord du gouffre », elle allait être « obligée d'amputer son réseau au profit de compagnies privées ». Elle demandait un vote à bulletin secret sur la reprise du travail avec le concours des syndicats. Ceux-ci refusaient.

A partir de ce moment-là, la Direction proposait :

— 1,4 % en plus de ce qui était prévu avant la grève ;

— Un relèvement des bas salaires ;

— La prime de vacances égale à un mois complet ce qui représentait, réparti sur les 12 mois : 4,15 %.

Ainsi elle pouvait annoncer 10,15 % d'augmentation.

Sur le temps de travail :

— 1/2 h par semaine au 1-7-68 ;
— 1/2 h par semaine au 1-1-69 ;
— Une amélioration des primes de transport et une augmentation de pension retraite.

Mardi matin à une écrasante majorité les travailleurs d'AF se prononçaient pour la continuation de la grève. Mercredi soir dans un nouvel entretien avec la direction, les syndicats obtenaient le paiement intégral des heures de grève dont une partie est soumise à récupération. La 1/2 h du 1-1-69 était avancée au 1-10-68. Une prime de voiture pour les possédants se rendant au travail par ce moyen était étendue à l'ensemble du personnel, mais hiérarchisée.

A ce moment-là tout va se jouer.

La C.G.T. représentant le point fort d'Orly, annonçait en réunion intersyndicale que les travailleurs pourraient reprendre la tête haute. Grassi (C.G.T.) représentant les ouvriers au Conseil d'administration disait que maintenant de gros efforts restaient à faire pour se remettre au travail et rattraper les dommages subis par la Compagnie pendant la grève.

Jeudi, Orly décidait la reprise du travail, suivant ainsi les directives des syndicats. Seuls une centaine se prononçait, sur plus de 3.000, contre la reprise.

A Paris (Blanqui) 250 personnes se prononçaient pour la poursuite de la grève.

Ainsi, petit à petit, en fonction du facteur déterminant d'Orly-Nord et Sud (13.000 personnes), tous les centres d'AF, reprenaient le travail, le vendredi 7 juin.

Si à Paris-Blanqui au cours d'une assemblée de 1.000 agents, les Directions syndicales furent dénoncées, il n'en fut pas de même à Orly où la rentrée prit une allure de folklore.

Drapeau tricolores et rouges, banderoles « UNITE = SUCCES » furent le signe de la rentrée dans l'ordre.

Pour DM-LA, le secteur qui entraina l'ensemble des travailleurs d'AF dans la grève, la rentrée se fit plus lentement.

Beaucoup estimaient que de nombreuses revendications restaient à satisfaire et ce fut « grâce » aux militants syndicaux que tout rentra dans le calme au début de l'après-midi.

Comme l'avait annoncé l'administrateur C.G.T. en intersyndicale, la période électorale allait prendre la relève.

LA REPRISE A SEV-MARCHAL ISSY-LES-MOULINEAUX

C'EST au milieu de la sixième semaine de grève que la reprise du travail s'est effectuée ; jusque là, la direction s'en tenait fermement aux accords de Grenelle, et avait toujours refusé de négocier !

Elle avait tout tenté pour briser la grève : d'abord, elle refusa de verser l'acompte de la première quinzaine de mai en temps voulu, elle organisa un vote secret pour la reprise début juin, elle créa un « comité pour la liberté du travail » dont le rôle fut de s'agiter aux abords de l'usine et d'exciter les non-grévistes contre les grévistes, enfin, elle usa de la menace et de l'intimidation en faisant citer au tribunal des référés plusieurs délégués, en vue d'obtenir l'évacuation de l'usine par la police.

Toutes ces manœuvres n'aboutirent pas, et au contraire, plus la direction montrait son intransigeance, plus le moral des grévistes se renforçait. Les premières rencontres entre la direction et les syndicats débutèrent vers la fin de la cinquième semaine, et les discussions furent rompues au cours du week-end, les deux parties faisant alors appel à l'inspection du travail pour organiser de nouvelles négociations.

Au meeting du lundi 24, les deux syndicats se déclaraient partisans de la poursuite de la grève et estimaient qu'il n'était pas question de faire un vote sur les propositions dérisoires de la direction. Un cadre qui réclamait un vote se fit huer par l'assistance. Chacun pensait qu'on était bien partis pour une sixième semaine de grève.

C'est alors que des négociations eurent lieu dans la nuit du lundi au mardi sous l'égide de l'inspection du travail. Les « concessions » que fit la direction furent très minimes : 1/4 d'heure de moins par semaine pour les horaires de 45 à 48 heures et reconnaissance des droits syndicaux ; les 86 heures de grève payées ne seront plus récupérées mais les travailleurs devront en rembourser 55 sur les primes de vacances et de Noël... A une heure avancée de la nuit, les deux syndicats C.G.T. et C.F.D.T., voulant en finir, acceptèrent que la direction organise un vote le jour même sur ces propositions pourtant à peu de choses près identiques à celles de la veille ! Dès 6 heures, les piquets de grève eurent la stupéfaction de voir arriver les équipes du service entretien accompagnés de membres de la direction, que les responsables syndicaux avaient autorisés à pénétrer dans l'usine. Ceci avant même que le vote ait eu lieu et que les piquets de grève en aient été informés.

Le prétexte invoqué était qu'il fallait remettre l'usine en état de marche pour que le travail reprenne le plus vite possible au cas où la reprise serait votée.

Ces méthodes ne furent pas très appréciées par les membres des piquets de grève qui ne cachèrent pas leur colère et leur mécontentement aux responsables syndicaux qui eurent à essuyer reproches et sarcasmes.

Au meeting du mardi 25, ceux-ci présentèrent l'accord intervenu comme étant le maximum qu'on pouvait obtenir, et tout en reconnaissant qu'il était insuffisant, aucun d'entre eux n'appela officiellement à voter contre la reprise. Le délégué C.F.D.T. se contenta de déclarer que son syndicat soutiendrait les travailleurs au cas où ceux-ci voteraient la continuation de la grève.

Ce jour-là, comme par hasard, et contrairement aux autres jours, la parole ne fut pas donnée à la salle ;

Cependant, un ouvrier, récemment exclu de la C.G.T. pour « gauchisme », prit alors le micro malgré le refus du délégué C.G.T. de le lui donner, et expliqua « qu'il ne voyait pas pourquoi les propositions jugées inacceptables la veille étaient tout à coup devenues acceptables en l'espace de 24 heures ! » C'est alors qu'on lui coupa le son et son appel à continuer la grève pour obtenir le paiement intégral des heures de grève se perdit dans la confusion.

Au vote, organisé par la direction sous le contrôle des syndicats ; il y eut tout de même près de 500 voix pour la continuation de la grève sur moins de 2.000 votants. Il est à noter que tout le personnel pouvait voter, y compris les anti-grévistes, les cadres, la « chienlit » du « comité pour la liberté du travail », et même les directeurs...

Depuis la reprise, la direction reste sur ses gardes et un certain nombre de cadres occupent l'usine la nuit par crainte d'une réoccupation par les piquets de grève. Dans les ateliers, les chefs, ont pour consigne d'empêcher tout déplacement des grévistes les plus « repérés » et, par crainte d'un débrayage de solidarité avec l'usine d'Argenteuil, toujours en grève et occupée, la paye du vendredi 28 ne fut versée qu'à 18 heures...

3 CORRESPONDANCES SUR LA RECUPERATION DES HEURES DE GRÈVE

• AUX ASSURANCES GÉNÉRALES *(A PARIS)*

LE protocole d'accord établi par la direction et sur lequel les organisations syndicales nous ont fait voter la reprise du travail comportait un paragraphe particulièrement vague, celui ayant trait à la récupération des heures d'« absence ». Il y était en effet question d'une « compensation » selon des « modalités très souples » « pour remettre rapidement en situation normale le groupe des A.G.F. **dans un climat rénové** (!) », etc.

Si la direction avait pris la précaution de ne s'engager en rien au sujet de la récupération, les responsables syndicaux ont interprété d'une manière très précise ce texte volontairement vague, et ont affirmé à plusieurs reprises, et certains par écrit, qu'à leurs yeux il ne pouvait être question que d'un effort dans le cadre des heures normales de travail.

C'est donc avec la conviction qu'il n'y aurait rien à récupérer que nous avons repris le travail.

Ce n'est que peu à peu, la situation redevenant « normale », que la direction découvrit ce qu'elle entendait par nous faire récupérer : 39 heures supplémentaires à raison d'une demi-heure par jour pendant trois mois. Comble de la générosité : ces trois mois comportant la période normale des vacances, les 33 heures se trouveraient donc ramenées dans les faits à 22 heures, chacun étant absent un mois pendant la période de récupération.

Mais cette récupération est obligatoire : l'horaire officiel de la compagnie étant allongé d'une demi-heure par jour. Même les non-grévistes qui étaient à leur poste de travail pendant la grève, ceux qui étaient en vacances ou en congé-maladie sont soumis à cette récupération, mais à ceux-là, les heures supplémentaires leur seront payées.

Quant aux syndicats qui avaient clamé à tous vents qu'il n'y aurait pas de récupération, ils ont courageusement refusé leur accord à la décision de la direction et appellent le personnel à suivre l'ancien horaire de travail.

Mais ce refus de principe à la récupération n'a pas été ouvertement — jusqu'ici tout du moins — proclamé comme un ordre de grève d'une demi-heure par jour. De plus, les responsables syndicaux ont refusé de rassembler les employés et de faire se prononcer l'ensemble du personnel.

Lundi 1er juillet, premier jour du nouvel horaire, les employés ont dû se retrouver chacun isolément à décider ou non d'affronter les foudres de la direction, et les menaces du chef.

Mais si les syndicats ont une fois de plus saboté une action qui avait pourtant beaucoup de chances de réussir, les employés peuvent se consulter entre eux par service, et il est probable que dans de nombreux secteurs la récupération ne se fera pas sans de sérieux remous.

• A ROUSSEL-UCLAF *(ROMAINVILLE)*

DES le premier jour de la reprise du travail, la direction faisait afficher une note de service concernant le paiement des heures de grève — sur 152 heures perdues, elle en payait 60 sans récupération. Pour le reste, elle « permettait » au personnel de récupérer 30 heures si les directeurs des services pensaient que c'était indispensable.

Le système de récupération est très différent suivant les secteurs :

Dans les laboratoires, en général, la récupération n'est pas obligatoire mais les techniciens sont en majorité d'accord pour récupérer ces 30 heures afin d'arrondir leur paie avant les vacances.

Au conditionnement, par contre, c'est l'horaire du service qui a été modifié en vue de la récupération qui devient obligatoire. Les jeudi et vendredi, les conditionneuses doivent travailler une heure de plus. La plupart d'entre elles ne sont pas d'accord et jeudi dernier un nombre important d'ouvrières sortaient à l'heure habituelle.

Dans les ateliers de fabrication, la plupart des ouvriers ont refusé de récupérer les heures de grève, et pour l'instant on ne les y oblige pas.

Dans le cas où la récupération est admise, la direction estime qu'au-dessus de 40 heures par semaine, les heures effectuées font partie de cette récupération et sont payées en heures normales et non en heures supplémentaires. D'autre part, si on a demandé au personnel de se prononcer pour ou contre la récupération, on ne lui a pas demandé de se prononcer sur la manière dont elle serait effectuée. Ainsi, dans certains secteurs, on a obligé les ouvriers à sortir une heure plus tard tous les soirs, à une heure où il est presque impossible de circuler. Et ceux-là mêmes qui voulaient effectuer leurs 30 heures se révèlent aujourd'hui beaucoup moins enthousiastes quand ils voient la façon dont on les leur fait faire. Et si dans de nombreux cas la récupération est admise, c'est à la fois par besoin d'argent mais aussi par crainte du chef et de la direction.

Mais la seule attitude valable, c'est le refus de la récupération qui permettrait au patron d'annuler à bon compte les effets de la grève et qui constitue une atteinte au droit de grève.

• A MAVILOR-L'HORME *(RÉGION STÉPHANOISE)*

MAINTENANT que le travail a repris, la Direction essaie de relever la tête, de grignoter sur tout ce qu'elle a lâché. Par exemple, pour ce qui est de la récupération : il était question d'avoir 50 % des heures de grève payées dont 25 % récupérables le samedi, dans la mesure du possible.

Cela signifiait : pour ceux qui font les deux postes, de rester à l'usine jusqu'à 13 heures pour les équipes du matin et donc d'être payé pour ces heures supplémentaires à 50 % puisque la semaine est déjà de 51 heures. Or, rien n'est précisé à ce sujet, de même que pour la normale et les autres équipes, et la direction a l'intention de les payer en heures normales.

Pour ceux qui font les 3 × 8, la récupération est impossible le samedi matin puisque cela fait partie d'une journée normale de travail. Mais qu'à cela ne tienne, la direction n'a rien trouvé de mieux que d'essayer de faire venir les 3 × 8 le dimanche matin.

Pour le moment, rien n'est définitif mais le patronat est toujours agressif et c'est par notre attitude qu'il faut le rappeler à de meilleurs sentiments.

CONTESTONS !

MAI et juin 1968 ont été les mois de la contestation. Ce sont les étudiants qui ont ouvert l'écluse en contestant les formes, les structures et les buts de l'enseignement. Dès lors, le flot de la contestation a déferlé sur le pays, engloutissant de nombreux préjugés, de nombreuses hésitations, le conformisme et la soumission.

Contestation de l'autorité patronale par l'occupation des entreprises. Contestation de l'autorité de l'Etat par les manifestations de rue malgré les forces de répression et leur cortège de brutalités.

Cette contestation, ce n'était pas seulement la contestation de tel ou tel aspect de la politique gouvernementale. Et la meilleure preuve, c'est qu'avant et après elle, dans de nombreux pays du monde, les mêmes problèmes se sont posés, se posent et se poseront sous des aspects assez similaires.

Cette contestation, c'est la contestation de notre société tout entière, la société capitaliste basée sur la recherche du profit et l'exploitation de l'homme par l'homme. Les étudiants, les intellectuels en ont assez d'étudier et de penser pour améliorer les formes d'exploitation, les moyens d'accroitre les richesses d'une minorité au détriment de la grande masse qui s'appauvrit, qui aliène de plus en plus sa liberté. Les travailleurs en ont assez de produire toujours davantage de profits dont ils ne disposent pas mais qui servent toujours davantage à restreindre leur liberté pour finalement aboutir à la destruction dans les crises économiques et dans les guerres.

Mai et juin 1968 ont été les mois de la contestation de cette société ridicule et anachronique à laquelle les profiteurs s'accrochent désespérément, entraînant avec eux ceux auxquels elle accorde quelques miettes.

Cet immense sursaut ne peut pas être sans lendemain. La contestation doit continuer, se développer pour féconder la nouvelle société, la société socialiste où l'homme travaillera pour satisfaire ses besoins et non pour forger ses chaînes et creuser son tombeau.

La contestation de la société capitaliste est maintenant devenue une nécessité impérieuse mais aussi possible pour créer les bases d'une nouvelle organisation sociale.

La contestation que les étudiants ont réalisée à la Sorbonne nous donne l'exemple de ce qu'il faut faire. Bien entendu, les aspects anarchiques de la Sorbonne libre effraient les petits-bourgeois qui attrapent la chair de poule à la vue de monuments bafoués par les affiches de la propagande révolutionnaire. Mais ceux-là qui s'offusquent de la profanation de quelques pierres se cachent la tête sous le sable pour ne pas voir les matraquages et les brutalités d'un pouvoir qui n'a à opposer aux idées exprimées par des tracts et des affiches que des matraques, des grenades et des prisons.

Dans les entreprises, malheureusement, le poids de l'appareil du P.C.F. n'a pas permis qu'au travers d'une apparente anarchie se construisent les assises d'un nouvel ordre social basé sur le respect de l'individu. S'opposant, souvent par la violence, aux idées révolutionnaires, les membres du P.C.F., militants actifs de la C.G.T., ont préféré, dans de nombreuses entreprises, utiliser l'énergie des grévistes à entretenir les plantes vertes des bureaux directoriaux, à graisser « l'outil de travail » et à imposer, aux côtés du drapeau rouge du prolétariat, l'emblème tricolore du pouvoir de la bourgeoisie.

Mais la contestation peut et doit s'intensifier, principalement dans les entreprises.

D'abord, contester l'autorité du patron, contester les buts de sa production orientée vers la recherche du profit, contester la discipline, l'intensité et la durée du travail destinés à réaliser ces profits, contester les prix, contester la faiblesse des salaires, en un mot contester l'exploitation. Ensuite, contester la direction même du mouvement ouvrier qui, officialisée au travers de syndicats prisonniers de la légalité bourgeoise, a pour tâche de contenir la protestation sociale dans le cadre du système capitaliste.

Pour contester l'exploitation capitaliste et l'orientation politique des dirigeants du mouvement ouvrier eux-mêmes, les travailleurs peuvent et doivent utiliser les organisations existantes. Ils peuvent et doivent imposer que les travailleurs puissent se réunir, discuter, contester. Il est des organisations où la liberté de discussion et de contestation est plus grande que dans d'autres. Celles qui s'obstinent à s'opposer à la démocratie ouvrière, celles qui n'acceptent aucune contestation, celles qui, au travers d'un monolithisme étroit et rétrograde, tentent d'imposer leur dictature méritent de périr.

La contestation de la société capitaliste ne peut s'exercer que dans la plus large démocratie. Et il vaut cent fois mieux que la démocratie la plus large favorise l'expression d'idées jugées farfelues, plutôt que des idées utiles soient étouffées par l'absence de démocratie.

Le règne de la discipline aveugle doit être terminé. Il faut que partout, dans les syndicats mais aussi en dehors d'eux, les travailleurs se rassemblent et discutent entre eux de tous les problèmes qui les concernent. La démocratie, c'est le peuple qui s'assemble et qui délibère en permanence. La bourgeoisie nous contraint neuf et dix heures par jour à travailler pour son profit. Nous devons être capables de nous réunir chaque fois que c'est nécessaire et de prendre entre nous les décisions qui s'imposent. Peut-être, surtout au début, commettrons-nous des erreurs. Nous les corrigerons. Nous ne devons plus accepter sans discussion ni les ordres de nos patrons ni ceux de nos soi-disants dirigeants.

Nous ne sommes rien. Soyons tout !

DEUX EXEMPLES DE CONTESTATIONS DANS L'ENTREPRISE

à la C S F
ISSY-LES-MOULINEAUX

A la reprise du travail, décidée en principe pour le mardi 19 juin à 17 heures, en fait dès le mercredi matin, nous avons élu nos représentants aux comités de base c'est-à-dire un camarade par atelier, révocable à tout moment. Certains avaient déjà été élus pendant la grève.

Dès le mercredi matin, ils se sont réunis avec les chefs de service pour discuter des revendications de service. En particulier, avec les chefs qui voulaient réinstaurer la discipline d'antan. Par exemple, au câblage, un chef a voulu faire des discriminations entre grévistes et non grévistes, faisant des réflexions sur les filles qui ont monté des gardes de nuit. Aussitôt, les gars et les filles se sont réunis au milieu de l'atelier ont convoqué toute la maîtrise et les cadres pour leur dire que les petites vexations d'avant, les croix, les points pour marquer les déplacements et la conduite plus ou moins bonne, c'était terminé et qu'ils n'en voulaient plus. C'est un exemple entre bien d'autres.

Jeudi matin, dans les ateliers, on travaille très peu ou pas du tout.

La direction qui avait effectivement accepté de recevoir les délégués de base de la mécanique RSM les remet en cause en disant : « Messieurs, je ne vous connais pas, la discipline doit continuer comme avant » elle refuse de discuter plus longtemps avec eux. Par ailleurs, on apprend qu'elle refuse de reprendre quatre filles en retour de congé maternité. Devant les réactions provoquées, elle acceptera d'en reprendre deux, puis les quatre.

Même refus de la direction de reconnaître les délégués de base des autres ateliers de R.S.M. en ne les recevant pas. Ces délégués donnent rendez-vous aux filles de R.S.M. au câblage, un millier de travailleurs de tous les secteurs de l'usine s'y retrouve. Un certain nombre d'ouvrers remettent leur brassard de gréviste et beaucoup pensent qu'on va réoccuper le soir même. Un délégué C.G.T. prend la parole et dit que la direction va recevoir les délégués des syndicats pour discuter de ce problème. Sur la demande expresse des travailleurs, les délégués s'adjoignent un représentant de chaque comité de base. Un délégué C.F.D.T. explique ce que sont les comités de base et les résultats des travaux de la grève, il se fait applaudir, un autre délégué C.F.D.T. demande de rentrer dans les ateliers, c'est un cri unanime : « Non, on reste. » A 11 h 45, le premier service va déjeuner, la discussion continue . A 12 h 15, le même délégué C.G.T. demande à chacun de rentrer dans son atelier, la direction ayant accepté de les recevoir avec un représentant des comités de base à 14 h 30. Il affirmera par la suite qu'il n'a pas demandé de reprendre le travail lorsqu'un petit groupe d'ouvriers protestant contre ce mot d'ordre de dispersion va chercher les ouvriers de U.G. et de la tôlerie avec consigne de se rendre au câblage avec tous ceux qui étaient partis déjeuner. Les délégués C.G.T. font tout ce qu'ils peuvent pour les en empêcher, mais les gars restent dans les couloirs, les délégués C.G.T. s'entendent accuser de trahison, de vendus. (Tout ressort : Grenelle, leur attitude pendant la grève et l'occupation, etc.).

Pendant ce temps, à la cantine, un camarade s'empare du micro et annonce une réunion de tout le personnel pour 14 heures au câblage. Les délégués se répandent aussitôt dans tous les ateliers pour décommander, un flottement se produit, mais à 14 h, il y a 600 personnes réunies. Un délégué C.F.D.T. demande à nouveau de retourner dans les ateliers. Il passe ensuite la parole à un délégué C.G.T. qui déclare regretter ce qui se passe parce qu'il ne voudrait pas qu'on dise : « Chez les ouvriers, c'est le bordel, ou comme a dit le Grand Charles, c'est la chienlit ». Inévitable, on a entendu aussitôt fuser : « C'est lui... ». Il a essayé d'embrayer sur les groupuscules, les gauchistes, mais vraiment sans succès. Rendez-vous est pris pour 17 heures où un compte rendu de la délégation devait être fait.

A la délégation, il y avait 70 personnes dans la salle des conférences. C'était serré comme dans un métro aux heures de pointe. Rien n'a été décidé, en fait bien peu a été discuté, mais l'enthousiasme était à son comble. La direction acceptait de discuter avec des « délégations » de base spontanées, mais pas avec les comités de base.

En contre-partie, elle a éprouvé le besoin de réunir ses cadres et sa maîtrise, les félicitant pour leur bonne conduite, les encourageant pour l'avenir, leur remontant le moral qui flanchait sérieusement.

Au meeting de 17 heures, nous étions 1 500 pour le compte rendu.

Vendredi 22, le bobinage de R.S.M. pose des revendications par l'intermédiaire des comités de base. Les filles demandent l'élection des monitrices, une augmentation tous les six mois (comme promis à l'embauche), etc. Elles se mettent en grève, pendant la délégation. La direction ne cède que sur un point mineur : remise des feuilles de paye la veille, et fait de nombreuses promesses.

La nouvelle de leur grève s'était répandue comme une traînée de poudre, chacun se déplace pour se renseigner.

La semaine dernière seulement le travail commence à reprendre, mais on discute beaucoup et chose qui ne s'était jamais vue, des ateliers se sont réunis, en dehors des heures de travail pour discuter des comités de base, et des revendications.

Petit fait significatif : vendredi dernier, il a fait très chaud au câblage, de petits groupes se sont très rapidement formés dans l'atelier et discutaient des moyens d'améliorer la ventilation. La direction s'est empressée de faire poser des ventilateurs...

La grève est terminée, mais la direction n'est pas rassurée et elle a raison.

Mais si la contestation peut et doit s'exercer au travers des organisations existantes, elle peut et elle doit aussi s'exercer à l'extérieur de ces organisations.

A
ROUSSEL UCLAF
ROMAINVILLE

MERCREDI dernier les trente ouvriers des ateliers de fabrication de la B 12 élisaient un délégué à eux, directement, sans s'occuper des formes légales c'est-à-dire sans que personne d'autre qu'eux organise l'élection ou qu'un syndicat présente une candidature pour les représenter auprès de la Direction et des syndicats.

Comment cella s'est-il passé ? D'où vient cette expression de contestation ?

En fait, cela remonte principalement à la fin de la grève et à la façon dont les ouvriers durent reprendre le travail sans avoir obtenu satisfaction sur leurs revendications. Le jour de la reprise s'implantait l'idée d'avoir un délégué dans l'atelier même, délégué qui serait ainsi à même de mieux connaître les sentiments de ses camarades de travail, qui serait responsable devant eux et qu'ils pourraient si nécessaire remplacer.

Dès la reprise les ouvriers de fabrication adressaient à leur chef de département un cahier de revendications concernant plus spécialement leurs ateliers (sécurité, hygiène, horaires...). Et là se posait concrètement le problème de ceux qui allaient représenter les ouvriers du secteur.

Et dans une atmosphère très cordiale, car l'ensemble de ces ouvriers s'étaient bien connus pendant la grève, des volontaires furent demandés pour assurer cette tâche : quatre ouvriers donnèrent leurs noms ; l'un d'eux fut élu ainsi qu'un suppléant.

« Lutte Ouvrière » est en vente dans les kiosques et librairies.

Nous demandons à tous nos amis, à tous nos lecteurs, à tous ceux qui apprécient notre effort pour tenter de mettre sur pied une presse ouvrière et qui le jugent nécessaire pour l'information des travailleurs de nous aider.

Nous leur demandons de faire le maximum pour diffuser ce journal autour d'eux, auprès de leurs amis et connaissance.

Nous signalons d'ailleurs à ce sujet que « Lutte Ouvrière », diffusée par les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne, est en vente dans un très grand nombre de kiosques et de librairies, aussi bien à Paris qu'en province.

Nos lecteurs peuvent donc se le procurer régulièrement auprès de leur marchand de journaux habituel. Si celui-ci ne le reçoit prise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et, surtout, pas encore, il lui est cependant toujours possible de demander immédiatement un service régulier auprès des N.M.P.P.

Pour des raisons techniques, le numéro 1 de **Lutte Ouvrière** n'a pu, contrairement à ce qui avait été annoncé, être diffusé par les N.M.P.P.

Nos lecteurs qui désireraient se le procurer peuvent nous écrire pour nous en demander un exemplaire ou se le procurer à la librairie LA NEF, 25, rue Boulanger - PARIS V^e^.

LUTTE OUVRIÈRE

Directeur Publication
Michel Rodinson

Abonnements :
6 mois .... 15 F
1 an ..... 25 F

Abonnements de soutien :
6 mois .... 30 F
1 an ..... 50 F

Correspondance :
M. RODINSON
Initiative Socialiste
54, rue Monsieur-le-Prince
PARIS-6^e^

Distribuée par les N.M.P.P.
Imprimerie MORIAME - Paris